## CLAUSE SOCIALE 1/2 DU CAHIER DES CHARGES DU CONTRAT DE CONCESSION FORESTIERE GARANTIE 18/03 CFT

#### Entre:

1) La communauté locale du Groupement Bakumu Maïko concernée par les quatre premières Assiettes Annuelles de Coupe dont la liste des composantes est reprise en annexe 01,

#### située dans :

le Secteur de Bakumu d'Obiatuku

le Territoire d'Ubundu,

le District de Tshopo,

la Province Orientale,

en République Démocratique du Congo,

Représentée par : Mrs (1)

#### Groupement

Chef de Groupement

**BRANHAM ALAIN PENE NDEKE** 

Village: Babogombe

Chef de Village:

AL/NGI BOKANGA

Capita:

NI) JEKONANI GERARD

Village: Batianyoka

Chef de Village:

KOMBOZI BISAMBI

Capita:

MAYALA BENOBISI

Village: Bamandea

Chef de Village:

**BOY MASTAKI** 

Capita:

MANGOLUMA ANDRE

Village: Batiasembo

Chef de Village:

**BAOFI MUPIRA** 

Capita:

SABUNI NDANGAMOYA (empêché)

(1) Noms et qualité

Village: Bavomongo

Chef de Village:

TABU RAMAZANI

Capita:

**AMUNDALA MUTOLO** 

Village: Batende

Chef de Village:

**BOMBA SUBAENE** 

Capita:

EYONGO GABRIEL:

#### Membres du Comité de Négociation

JOSEPH MAFUE
JULES OKENGE

Membre et Président du comité de négociation Membre et Vice-Président du comité de négociation

MATUTU ZAITUMA LITATA ISAAC MAYALIBO MUNASIMBA Membre du comité de négociation Membre du comité de négociation Membre du comité de négociation Membre du comité de négociation

BAMBALA GEORGES MUTCHAPA ZALO MWAMBA CECILE

Membre du comité de négociation Membre du comité de négociation Membre du comité de négociation

BISAMBAI ROBERT OYOAGE SIMBA

Membre du comité de négociation Membre du comité de négociation

Le Groupement Bakumu Maïko certifie, en date du 9 septembre 2011, qu'il n'y a pas de peuples autochtones sur son territoire

et ci-après dénommée « la communauté locale», d'une part ;

et

2) La Compagnie Forestière de Transformation, en sigle CFT, immatriculée au registre de commerce sous le numéro 551 Boma, ayant son siège au n° cadastral 3071, Avenue Kingabwa (route bat), Kinshasa/Limite, en République Démocratique du Congo, représentée par Mr Luis Fernando Carvalho Pereira Ferreira, ci-après dénommée « le concessionnaire forestier », d'autre part; qui a donné délégation de signature à Monsieur Richard Garrigue, Responsable de la Certification annexe

02.

W

h H

#### Etant préalablement entendu que :

- la société Sodefor

était titulaire du titre forestier (²),n° 18/03 du 4 avril 2003, en application de l'arrêté n° 018/CAB/MIN/AFF-ET/03 du 4 avril 2003, figurant *en annexe* 3, jugé convertible en contrat de concession forestière, comme notifié par lettre, figurant *en annexe* 4, n° 4868/CAB/MIN/ECN-T/15/JEB/2008 du 6 octobre 2008 et couvrant une superficie de 190 000 hectares dont 147 193 hectares utiles d'après le récapitulatif des surfaces exploitables établi par le SPIAF, en avril 2006 et la carte de stratification figurant en *annexe* 6.

- La Sodefor et la CFT ont introduit par lettres n° 0002/D.G/CFT/E.G./hbm/10 du 20/01/201, pour la CFT et n° 059/B.GS/JA/M-a-/09 du 30/12/2009 pour SODEFOR une demande de permutation entre les titres 018/03 Sodefor et 12/03 CFT, pour des raisons de rationalisation de leurs activités.
- Le Ministre de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme, a autorisé cet échange, par son courrier n° 332/CAB/MIN/ECN-T/09/JEB/10 du 3 février 2010 figurant en annexe 5. De ce fait, la CFT est habilitée à conclure la clause sociale du cahier des charges pour la garantie 18/03.
- La communauté locale est riveraine de la concession forestière concernée; ces forêts sont situées dans un triangle formé par la route Kisangani Ituri et le fleuve Congo, juste en amont de la ville de Kisangani en Province Orientale cf: cartes localisation de la Garantie d'Approvisionnement figurant en annexe 7.

La communauté locale y jouit traditionnellement de droits coutumiers ainsi qu'en atteste l'étude socio-économique.

- les limites de la partie de la concession forestière concernée par le présent contrat (cf. article 2 ci-dessous) ont été fixées de commun accord entre parties, particulièrement par rapport aux terroirs de la communauté locale, (cf: PV de délimitation et Carte des Groupements figurant en annexe 8), et sont consignées dans le plan de gestion, et dans le plan d'aménagement de la concession au moment de son approbation.
- Mr. Ruffin Simon PENZE BAKUTIBE, Chef de Division, NU (3), Administrateur de Territoire, assiste à la signature du présent accord en qualité de témoin et garant de la bonne application du présent contrat.

(²) Garantie d'Approvisionnement ou Lettre d'Intention

(3) Noms, n° matricule et grade

A B

#### IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

#### Chapitre 1er: Des dispositions générales

#### Article 1er:

Le présent accord constitue la clause sociale du cahier des charges du contrat de concession forestière.

Il a pour objet principal, conformément à l'article 13 de l'annexe 2 de l'arrêté n°28/CAB/MIN/ECN-T/27/JEB/08 du 7 août 2008 fixant les modèles de contrat de concession d'exploitation des produits forestiers et de cahier des charges y afférent, d'organiser la mise en œuvre des engagements du concessionnaire forestier relatifs à la réalisation des infrastructures socioéconomiques et services sociaux au profit de la communauté locale.

Il vise aussi à régler les rapports entre les parties en ce qui concerne la gestion de la concession forestière.

#### Article 2:

Pendant la période de préparation du plan d'aménagement, cet accord fait partie du plan de gestion, annexé au cahier des charges, qui décrit l'ensemble des investissements et des activités qui sont entreprises et réalisées par le concessionnaire pendant les quatre premières années du contrat de concession, et se rapporte aux quatre premières assiettes annuelles de coupe, conformément à l'article 1 de l'annexe 1 de l'arrêté n°28/CAB/MIN/ECN-T/27/JEB/08 précité.

Lorsque le plan d'aménagement, annexé de son cahier des charges, est approuvé, cet accord couvre alors une période de cinq années, comme l'indique l'article 17 de l'annexe 1 de l'arrêté n°28/CAB/MIN/ECN-T/27/JEB/08 précité, et se rapporte à un nouveau (4) bloc de cinq assiettes annuelles de coupes.

#### Article 3:

Les parties peuvent de commun accord et moyennant un avenant, modifier une quelconque clause du présent accord.

Manda.

(4) En effet, tous les cinq ans, le concessionnaire passe à un nouveau bloc d'exploitation de cinq assiettes annuelles de coupe et un nouvel accord est établi qui vient actualiser le cahier des charges.

#### Chapitre 2 : Obligations des parties

Section 1ère: Obligations du concessionnaire forestier

#### Article 4:

Les obligations spécifiques légales, telles que prescrites par l'article 89, alinéa 3, point c, du Code forestier, incombant au concessionnaire forestier en matière d'infrastructures économiques et des services sociaux portent spécialement sur (i) la construction, l'aménagement des routes; (ii) la réfection, l'équipement des installations hospitalières et scolaires; (iii) les facilités en matière de transport des personnes et des biens.

Dans ce cadre, le concessionnaire forestier s'est engagé (voir compte rendu des réunions de négociation en annexe 9), à financer à travers le Fonds de Développement (cf. article 11), au profit de la communauté locale, la réalisation des infrastructures socio-économiques ci-après :

Mais en préalable, CFT s'engage à exécuter, sans l'imputer sur le fond de développement Maïko, les travaux sur lesquels elle s'était engagée au travers de conventions antérieures et en particulier :

1. Construction d'une école à Bamandea (initialement prévue à Babogombe PK 78)

#### Nouvelles réalisations socio-économiques

#### Construction, aménagement des routes :

Aucune route de désenclavement n'a été retenue par la communauté locale.

- Réfection, équipement des installations hospitalières et scolaires :
  - 1. Construction d'un centre de santé à Babogombe 1
- Facilités en matière de transport des personnes et des biens :
  - En ce qui concerne l'embarquement sur les pontons CFT, un certain nombre de règles sont applicables et acceptées par la communauté locale :

Pour respecter des impératifs de sécurité et les contrats souscrits auprès des compagnies d'assurance, ce nombre est limité à 15 personnes par ponton.

Chaque personne est autorisée à embarquer avec un maximum de cinq sacs. Ce chiffre correspond aux biens (produits vivriers ou autres) nécessaires à une famille pour un mois.

5

Les personnes souhaitant embarquer doivent en demander l'autorisation au chef de chantier afin de figurer sur la liste des passagers.

Toutefois, un ordre de priorité d'embarquement est fixé suivant les modalités suivantes :

Passagers de priorité 1 : les travailleurs du concessionnaire forestier ou les membres de leur famille

Passagers de priorité 2 : les ayants droits coutumiers, ou un membre de leur famille, avec lesquels le concessionnaire forestier a signé une convention.

Passagers de priorité 3 : les personnes des Groupements dans lesquels CFT travaille.

Passagers de priorité 4 : toute personne n'appartenant pas à l'une des trois catégories précédentes

En ce qui concerne le transport terrestre, la CFT s'engage à autoriser ses véhicules à prendre à leur bord, dans la mesure du possible, tout membre de la communauté locale allant dans la même direction qu'eux.

Toutefois, cette autorisation ne concernera que les véhicules conçus pour assurer un transport décent des personnes (ex: jeep, bennes....).

Ce transport sera assuré dans le strict respect des normes et conditions des assurances

#### Autres:

- → Aménagement de 5 sources à : Babogombe 1, Batianyoka, Batende, Batiasembo, Bamandea
- → Fourniture de 5 ensembles composés d'une antenne, d'herostar et d'un lecteur video aux villages de Babogombe 1, Batianyoka, Batende, Batiasembo, Bamandea
- ↓ Fourniture de moulins à manioc aux villages de Babogombe 1, Batianyoka, Batende, Batiasembo, Bamandea
- **↓** Fourniture d'une décortiqueuse à Bamandea

#### Article 5:

Comme indiqué à l'article 3 de l'annexe 2 de l'arrêté n°28/CAB/MIN/ECN-T/27/JEB/08 précité, sont apportées en annexe 10 des informations plus détaillées se rapportant aux engagements prévus à l'article 4 du présent accordéet concernant : 1) les plans et spécifications des infrastructures, 2) leur localisation et la désignation des bénéficiaires, 3) le chronogramme prévisionnel de réalisation des

JANS

6

infrastructures et de fourniture des services ainsi que 4) les coûts estimatifs s'y rapportant.

En ce qui concerne les travaux de construction et d'aménagement des routes et pistes, il est noté de manière indicative pour chaque tronçon concerné :

- le plan du tracé et le kilométrage qui lui correspond ;
- la nature des travaux routiers à réaliser (ouverture, réhabilitation, etc.);
- les ouvrages d'art à installer (ponts, radiers, ...);
- les engins et le matériel à mobiliser pour la réalisation (bulldozer, chargeuse, nivèleuse, camion-benne, etc.);
- les temps d'utilisation à prévoir pour chaque engin et matériel ;
- les coûts d'utilisation correspondants par unité de temps.

#### Article 6:

Les coûts d'entretien et de maintenance des infrastructures sont à considérer spécifiquement dans la mesure où ils vont devoir s'appliquer bien au-delà (<sup>5</sup>) de la période d'exploitation des 4 ou 5 assiettes annuelles de coupe sur lesquelles sont prélevées les ressources forestières et calculées les ristournes, destinées à financer la réalisation des infrastructures socio-économiques au bénéfice de la communauté locale ayant droit.

La prise en charge de ces coûts d'entretien et de maintenance des infrastructures est assurée par le Fonds de Développement (cf. article 11), selon l'un des mécanismes suivants (6):

- affectation, chaque année et quelle que soit la zone exploitée, de 5 % du total des ristournes de manière à mutualiser les coûts récurrents se rapportant aux infrastructures déjà réalisées sur l'ensemble de la concession; un programme prévisionnel chiffré d'entretien et de maintenance, sur les 4 ou 5 années à venir, des infrastructures socio-économiques déjà réalisées au bénéfice de l'ensemble des communautés locales et/ou peuples autochtones riverains ayants-droit sur la concession forestière est joint en annexe 11.

#### Article 7:

Certains des coûts de fonctionnement des installations hospitalières et scolaires, notamment les rémunérations des enseignants et des personnels de santé, sont du ressort de l'Etat.

Si des retards venaient à être constatés dans le déploiement des personnels administratifs, le Comité de Gestion Local, prévu à l'article 12 ci-dessous, peut, de manière transitoire et en attendant que les agents désignés soient affectés,

(6) préciser le mécanisme retenu : mutualisation des coûts, provision effectuée à l'origine, autre ...

4 V

<sup>(5)</sup> le plan d'aménagement sera réalisé sur une durée de 25 ans, ce qui veut dire que la concession sera exploitée selon un programme de 25 assiettes annuelles de coupe et que la période d'attente entre deux passages en coupe sur la même assiette annuelle sera précisément de 24 ans.

recruter localement et financer sur les ressources du Fonds de Développement (cf. article 11 ci-dessous), des personnels aptes à remplir ces fonctions.

#### Article 8:

Concernant les frais de fonctionnement autres que les rémunérations des personnels d'éducation et de santé, c'est-à-dire les fournitures scolaires, les produits pharmaceutiques, etc. le concessionnaire apporte sa contribution en en finançant gratuitement le transport depuis Kinshasa ou une autre ville plus proche.

#### Article 9:

A compétences égales, le concessionnaire forestier s'engage à recruter la main d'œuvre de son entreprise au sein de la communauté locale.

#### Article 10:

Conformément à l'article 44 du code forestier, le concessionnaire forestier s'engage à respecter l'exercice par la communauté locale des droits d'usage traditionnels lui reconnus par la loi notamment :

- le prélèvement de bois de chauffe ;

- la récolte des fruits sauvages et des chenilles ;

- la récolte des plantes médicinales ;

- la pratique de la chasse et de la pêche coutumières.

Les modalités d'exercice des droits définis à l'alinéa 1<sup>er</sup> ci-dessus sont définies en *annexe 12*. Le concessionnaire forestier s'engage à en faire mention dans le plan d'aménagement de la concession.

#### Article 11:

Il est institué un fonds dénommé « Fonds de Développement » pour financer la réalisation des infrastructures définies à l'article 4 ci-dessus ainsi que les dépenses prévues aux articles 6 et 7.

Le Fonds de Développement est constitué du versement par le concessionnaire d'une ristourne de deux à cinq dollars américains par mètre cube de bois d'œuvre prélevé dans la concession forestière, selon le classement de l'essence concernée, publié dans le guide opérationnel de la Direction Inventaire et Aménagement Forestiers. Soit :

5 \$/m³ pour l'afrormosia

4 \$/m3 pour les autres bois de classe 1

3 \$/m3 pour les bois de classe 2

2 \$/m³ pour les bois de classe 3 et 4

Les volumes sous aubier de bois considérés sont portés sur les déclarations trimestrielles de production de bois d'œuvre.

Toutefois, pour permettre le démarrage immédiat des travaux, le concessionnaire forestier s'engage à dégager, à la signature du présent accord, un préfinancement de 10% du coût total des travaux d'infrastructures socio-

80 X 1 h

économiques (vingt-huit mille cent soixante-quinze dollars) présentés à l'article 4 ci-dessus.

A cet effet, CFT ouvre dans ses livres ce jour, 11 septembre 2011, un compte spécial pour la communauté locale Bakumu Maïko et le crédite d'un montant de deux mille huit cent dix-sept dollars (2 817 \$).

Ces 10% constituent une avance sur les ristournes à verser sur les volumes de bois prélevés dans le bloc d'exploitation considéré qui regroupe, selon les cas, 4 ou 5 assiettes annuelles de coupes et sont remboursables à la fin de la période considérée.

#### Article 12:

Le Fonds de Développement est géré par un Comité Local de Gestion (CLG) composé d'un délégué du concessionnaire forestier et d'au moins cinq représentants élus de la communauté locale.

Sur demande de la communauté locale, le concessionnaire forestier accepte qu'un représentant de la société civile fasse partie du CLG en qualité d'observateur.

#### Article 13:

Outre un président désigné par les membres de la communauté locale et travaillant sous la supervision du chef de la communauté, le CLG comprend un trésorier, un secrétaire rapporteur et plusieurs conseillers.

Dès sa mise en place, le CLG est installé officiellement par l'Administrateur de Territoire.

#### Article 14:

La Communauté locale a décidé de consigner le Fonds de Développement auprès du concessionnaire forestier.

Celui-ci s'engage à rendre accessibles les ressources financières au CLG, selon des modalités fixées de commun accord par les parties.

Sh harman

#

#### Section 2 : Obligations de la communauté locale

#### Article 15:

La communauté locale s'engage à concourir à la gestion durable de la concession forestière et à contribuer à la pleine et libre jouissance par le concessionnaire de ses droits.

#### Article 16:

La communauté locale s'engage à collaborer à la lutte contre le braconnage et l'exploitation illégale dans la concession forestière et à sensibiliser ses membres à cette fin.

#### Article 17:

La communauté locale s'engage à collaborer avec le concessionnaire forestier pour maîtriser tout incendie survenu à l'intérieur de la forêt concédée ou dans une aire herbeuse attenante à la susdite forêt.

#### Article 18:

La communauté locale s'engage à prendre toute disposition appropriée pour que ses membres contribuent à la protection du personnel et du patrimoine d'exploitation du concessionnaire forestier.

Tout préjudice subi du fait d'actes de violence ou de voies de fait sur le personnel du concessionnaire forestier ou d'actes de vandalisme sur son patrimoine d'exploitation perpétrés par un ou plusieurs membres de la communauté locale, entraîne réparation.

#### Article 19:

La communauté locale s'engage à collaborer avec le concessionnaire forestier pour que les voies établies par ce dernier pour l'évacuation de son bois ne soient pas utilisées par d'autres exploitants, sauf exercice d'un droit lié à une servitude légale ou conventionnelle.

De même, la communauté locale s'abstient de favoriser l'accès à des fins illégales des susdites voies aux communautés et/ou peuples autochtones non riverains de la concession forestière.

Chapitre 3 : Suivi de la mise en œuvre du présent contrat

#### Article 20:

Aux fins d'assurer le suivi et l'évaluation de l'exécution des engagements pris en vertu du présent contrat, il est institué un Comité Local de Suivi (CLS);

10

12/42/61/

#### Article 21:

Le CLS est présidé par l'Administrateur de Territoire ou son délégué et est composé d'un délégué du concessionnaire forestier et d'au moins trois représentants élus de la communauté locale en dehors des membres du CLG.

Les parties acceptent que l'ONG OCEAN représentée par Mr MALONGOLA Jean de Dieu siège en qualité de membre effectif du CLS.

#### Article 22:

Le CLS examine le rapport trimestriel d'activités du CLG, particulièrement en ce qui concerne la réalisation des infrastructures socio-économiques et le calendrier y afférent.

Il peut, en cas de besoin, entendre le président ou tout autre membre du CLG.

Il peut également faire appel à une expertise qualifiée pour l'éclairer sur toute question inscrite à l'ordre du jour de sa réunion.

#### Article 23:

Le CLS se réunit en session ordinaire tous les trois mois sur convocation de l'Administrateur de Territoire.

Il peut aussi, à tout moment et selon le besoin, tenir une session extraordinaire sur convocation de l'Administrateur de Territoire, à l'initiative de l'une des parties au présent contrat.

Ses décisions sont prises par consensus et sont consignées dans un procèsverbal signé par tous les membres présents.

#### Article 24:

Il est versé aux membres du CLG et du CLS un jeton de présence dont le taux est fixé à 10 US\$.

Les frais d'organisation des réunions des deux comités sont prélevés sur le Fonds de Développement.

Toutefois, la somme totale des frais couvrant les dépenses prévues aux alinéas ci-dessus ne peuvent excéder 10% du financement total des travaux de réalisation des infrastructures concernées par le présent accord.

#### Chapitre 4: Clauses diverses

Section 1 : Règlement des différends

#### Article 25:

Tout litige ou contestation né de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord est, si possible, réglé à l'amiable entre les parties.

A défaut d'un arrangement, les parties s'engagent à soumettre le litige à la commission de règlement des différends forestiers prévue par l'article 104 du Code

11 17.

1:

forestier et organisé par l'arrêté ministériel n°103/CAB/MIN/ECN-T/JEB/09 du 16 juin 2009. Au cas où le différend persiste, la partie non satisfaite peut saisir le tribunal compétent de droit commun.

#### Article 26:

Pour l'exécution du présent contrat, la communauté locale a le droit de se faire assister par une personne physique ou une ONG de leur choix.

#### Section 2: Dispositions finales

#### Article 27:

Le présent accord produit ses effets à la date de sa signature par les parties et l'Administrateur de Territoire en tant que témoin et garant de la bonne application du présent contrat. Il remplace et annule tout autre accord qui aurait existé entre les parties du présent accord.

#### Article 28:

Le présent accord est établi en cinq (5) exemplaires originaux et remis à chacune des parties, à l'Administrateur de Territoire, à l'administration forestière provinciale et à l'administration centrale des forêts pour son annexion au contrat de concession forestière.

Fait à Wanie Rukula, le 11 septembre 2011

Pour le concessionnaire forestier Richard GARRIGUE Responsable de la Certification

#### Pour la Communauté Locale

Nom	Qualité	Village	Signature
BRANHAM ALAIN PENE NDEKE	Chef de Groupement		17 59
ALINGI BOKANGA	Chef de Village	Babogombe	10000000000000000000000000000000000000
NDJEKONANI GERARD	Capita	Babogombe	Marin
KOMBOZI BISAMBI	Chef de Village	Batianyoka	PART



	*		k
MAYALA BENOBISI	Capita	Batianyoka	- Clipter
BOY MASTAKI	Chef de Village	Bamandea	111.425
MANGOLUMA ANDRE	Capita	Bamandea	
BAOFI MUPIRA	Chef de Village	Batiasembo	- with y
TABU RAMAZANI	Capita	Bavomongo	Sh-n
AMUNDALA MUTOLO	Chef de Village	Bavomongo	
BOMBA SUBAENE	Capita	Batende	444
EYONGO GABRIEL	Chef de Village	Batende	SEMES
JOSEPH MAFUE	Membre et Président du comité de négociation		Aller
JULES OKENGE	Membre et Vice-Président du comité de négociation		- The state of the
MATUTU ZAITUMA	Membre du comité de négociation	1000	-cr/
LITATA ISAAC	Membre du comité de négociation		1
MAYALIBO MUNASIMBA	Membre du comité de négociation		es Medine?
BAMBALA GEORGES	Membre du comité de négociation		BASIL
MUTCHAPA ZALO	Membre du comité de négociation		Jan
MWAMBA CECILE	Membre du comité de négociation		A.M.
BISAMBAI ROBERT	Membre du comité de négociation		(73640138E)
OYOAGE SIMBA	Membre du comité de négociation		128.25

Mr. Ruffin Simon PENZE BAKUTIBE, Administrateur du Territoire d'Ubundu



#### Province Orientale -District de Tshopo- Territoire de Ubundu-Secteur de Bakumu Mandombe - Groupement Bakumu Maïko Comité de Suivi Bakumu Maïko

Procès- Verbal d'élection de l'un des membres de la communauté locale pour constituer le comité de suivi de la clause sociale du cahier des charges pour le compte du Groupement Bakumu Maïko

Sachant que l'Administrateur du Territoire ou son représentant est, de par la loi, Président du Comité de Suivi, nous, membres de la Communauté Locale du Groupement Bakumu Maïko - Secteur de Bakumu Territoire de Ubundu, District de Tshopo, Province Orientale, avons en date de ce 11 septembre 2011, après consultation, élu les personnes suivantes en qualité de membres du comité de suivi de la clause sociale du cahier des charges avec la CFT; titre n° 18/03.

	NOM	FONCTION	SIGNATURE
1	ADRINI TRATEGAT	PRESIDENT	(in 53
2	MATUTA ZAITUNA	NEABRE	Et )
3	KATANGA ALBER	p - 4-	Start sport.
4	BISANBAI ROBER	-14	CHIS HOUSER
5	NUMBER GIBER	7-	Certo
6	NALONGELA WANDON	62 110 DOE MUC	
7		0	

Représentant du Concessionnaire désigné par celui-ci :

	NOM	FONCTION	SIGNATURE
1	Tsimba TITI	Chef de Chantier	1000

En foi de quoi, ce procès-verbal est établi et signé par les membres de la Communauté Locale du Groupement Bakumu Maïko, ci-après :

Nom	Qualité	Village	Signature
BRANHAM ALAIN PENE NDEKE	Chef de Groupement		A SE
ALINGI BOKANGA	Chef de Village	Babogombe	AL S
NDJEKONANI GERARD	Capita	Babogombe	
KOMBOZI BISAMBI	Chef de Village	Batianyoka	m
MAYALA BENOBISI	Capita	Batianyoka	2-llu f
BOY MASTAKI	Chef de Village	Bamandea	A

· P			0
MANGOLUMA ANDRE	Capita	Bamandea	
BAOFI MUPIRA	Chef de Village	Batiasembo	75
TABU RAMAZANI	Capita	Bavomongo	Shu-n
AMUNDALA MUTOLO	Chef de Village	Bavomongo	7
BOMBA SUBAENE	Capita	Batende	
EYONGO GABRIEL	Chef de Village	Batende	- Strace
JOSEPH MAFUE	Membre et Président du comité de négociation		Odus.
JULES OKENGE	Membre et Vice- Président du comité de négociation		
MATUTU ZAITUMA	Membre du comité de négociation	1	
LITATA ISAAC	Membre du comité de négociation		Littue
MAYALIBO MUNASIMBA	Membre du comité de négociation	a-	Michiel
BAMBALA GEORGES	Membre du comité de négociation		BHORRE
MUTCHAPA ZALO	Membre du comité de négociation		20
MWAMBA CECILE	Membre du comité de négociation		Daves
BISAMBAI ROBERT	Membre du comité de négociation		BRINGER.
OYOÁGE SIMBA	Membre du comité de négociation		(précepts

Mr. Ruffin Simon PENZE BAKUTIBE, Administrateur du Territoire d'Ubundu COMMUNIQUE FINAL DES JOURNEES DES NEGOCIATIONS DES CLAUSES SOCIALES DE CAHIER DES CHARGES ENTRE LA COMPAGNIE FORESTIRE ET DE TRANSFORMATION, CFT ET LES COMMUNAUTES DE GROUPEMENT BAKUMU KABALO, SECTEUR BAKUMU/MANDOMBE ET LE GROUPEMENT BAKUMU/MAÏKO, SECTEUR BAKUMU/OBIATUKU EN TERRITOIRE D'UBUNDU, DISTRICT DE LA TSHOPO, PROVINCE ORIENTALE

#### NEGOCIATIONS TENUES DANS LA SALLE DE REUNION DE L'ECOLE PRIMAIRE PENESIBU A BAMBUNDJE II DU 09 AU 11 SEPTEMBRE 2011

Il s'est tenue du 9 au 11 septembre 2011, dans la salle de réunion de l'école primaire Penesibu dans la localité Bambundje II, trois journées des négociations des clauses sociale de cahier des charges entre la Compagnie Forestière et de Transformation, CFT en sigle, et le Groupement Bakumu Kabalo, Secteur Bakumu Mandombe et le Groupement Bakumu Maïko situés dans le Secteur Bakumu d'Obiatuku, Terrotire d'Ubundu, District de la Tshopo en Province Orientale, négociations relatives à l'exploitation de la garantie 18/03 suivant les prescrits de l'Arrêté 023 du 07 juillet 2010 du Ministère en charge de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme, journées qui ont connu la participation de 23 délégués du Groupement Bakumu Kabalo, 23 délégués du Groupement Bakumu Maïko, 5 délégués de la CFT, président de la FIB, chef de poste d'encadrement de Wanie Rukula, superviseur de l'environnement et 4 délégués des organisations de la société civile provinciale, cela en présence de l'Administrateur du Territoire d'Ubundu, des chefs des Secteurs Mandombe et Obiatuku, du Chef de Groupement de Baleka/Obiatuku et de deux délégués du Groupement Baleka/Kabalo.

Plusieurs mots de circonstance ont été prononcés par les autorités, le délégué des confessions religieuses, le délégué de la société civile, le délégué de la CFT, lesquels se sont centré sur le vœu de voir l'aboutissement heureux de ces négociations. L'Administrateur du Territoire présent à ses assises, après avoir remercié les uns et les autres pour être arrivés à ce lieu, a interpellé la conscience de sa population que le développement d'un milieu est un devoir de tous et a rappelé que l'exploitation forestière en troisième république est assujettie au respect des principes d'un Etat de droit. Ainsi donc, il a, au nom de chef de l'Etat, du Gouverneur de la province et au sien propre, déclaré ouvertes ses assises.

Neuf temps forts ont caractérisé ces journées des négociations, à savoir :

- La cérémonie officielle ;
- La présentation, l'identification et validation des mandants des délégués aux négociations;
- La mise sur pied des comités des négociations ;
- Les exposés suivis des échanges ;
- La conciliation des budgets des projets des besoins des communautés ;
- L'élaboration des plannings des réalisations des projets
- Lecture des clauses sociales complétées.

- La mise sur pied et l'installation des comités de gestion et de suivi
- La signature des cahiers des charges.

A l'issue de ces journées des négociations, deux comités de gestion et deux comités de suivi ont été mis en place dont la composition se présente de la manière suivante :

#### 1. Groupement Bakumu Kabalo:

#### A. Comité de gestion :

- Président : ABEDI KAPUNDJU Justin

- Trésorier : MAFUE MBILINYAMA Bernard

- Secrétaire rapporteur : TCHUKUA KOTOEYA Patrice

- Conseillers : MOTANGI LOFUNGULA

AMUNDALA ADJEMBA ANGUMESA KIUNZA LOFOLE Joseph (OSAPY) BULAMATARI Gaston(CFT)

#### B. Comité de suivi :

- Président : Administrateur du Territoire

- Secrétaire : MAZONGANO MASKINI

- Membres: MABILANGA NDEKE

MAFUTAMINGI RAMAZANI

MONGAMBA BOMBA NKAMBI ANGALIKIANA KANDA Paulin (OCEAN)

TSIMBA TITI(CFT)

#### 2. Groupement Bakumu Maïko:

#### C. Comité de gestion :

- Président : MAYALIMBO MUNASIMBA

- Trésorier : NDALAMA BELONGO Alexi

- Secrétaire rapporteur : LIENDO Charles

- Conseillers : MUCHAPA ZALO

MAFUE Joseph ONGENGE Jules ENYONGO Thomas

BATIANYOKA OKONABO ASOBE Melchior (CDPE) BULAMATARI Gaston (CFT)

#### D. Comité de suivi :

- Président : Administrateur du Territoire

- Membres : MATUTA ZAITUNA

KATANGA Albert KISAMBAI Robert MUNDELE Gilbert

MALONGOLA WANDONGE (OCAEN)

TSIMBA TITI (CFT)

Quant à la signature de la clause sociale de cahier des charges entre la CFT et les deux Groupements Bakumu Kabalo et Bakumu Maïko, la cérémonie a été présidée par l'Administrateur du Territoire d'Ubundu, Monsieur Rufin SIMON PENZE.

Le Modérateur

Celestin Raoul BAMONGOYO

Secrétaire rapporteur

Marie BOUNDAWANA YAIFO

Chargée des études et questions de savoirs endogènes pygmées /OSAPY

Administrateur du Territoire

Rufin SIMON PENZ

#### Province Orientale -District de Tshopo- Territoire de Ubundu-Secteur de Bakumu Mandombe - Groupement Bakumu Maïko Comité de gestion Bakumu Maïko

Procès- Verbal d'élection de l'un des membres de la communauté locale pour constituer le comité de gestion de la clause sociale du cahier des charges pour le compte du Groupement Bakumu Maïko,

Sachant que le Chef de Groupement supervise, de par la loi, le Comité de Gestion, nous, membres de la Communauté Locale du Groupement Bakumu Maïko - Secteur de Bakumu Maïko, Territoire de Ubundu, District de Tshopo, Province Orientale, avons en date de ce 11 septembre 2011, après consultation, élu les personnes suivantes en qualité de membres du comité de gestion de la clause sociale du cahier des charges avec la CFT; titre n° 18/03.

	NOM	FONCTION	SIGNATURE
1	MAYALINBO MUNASMI	BA PRESIDENT	Moteria
2		SECREMARE	Long
3	NDALATA BELONGO	TRESORIER	AND
4	MCHAPA ZALO	CONSTILLER	ALL STATES
5	NAFUE JOSEPH	- ()-	Clesgh
6	ENJONGO THORAS	-11-	V M.
77/	ENYONGO THORAS OKENGE JULES BATIANYOKA OKOM		11111
<b>S</b> Repres	ASSOBEE NELCHIO sentant du Concessionnaire désigné par		SAM

	NOM	FONCTION	SIGNATURE
1	Gaston BULAMATARI	Agent de Liaison	- Muu

En foi de quoi, ce procès-verbal est établi et signé par les membres de la Communauté Locale du Groupement Bakumu Maïko, ci-après :

Nom	Qualité	Village	Signature
BRANHAM ALAIN PENE NDEKE	Chef de Groupement		(A) 3(3)
ALINGI BOKANGA	Chef de Village	Babogombe	(10)
NDJEKONANI GERARD	Capita	Babogombe	
KOMBOZI BISAMBI	Chef de Village	Batianyoka	M
MAYALA BENOBISI	Capita	Batianyoka	OW!
BOY MASTAKI	Chef de Village	Bamandea	- TAN
MANGOLUMA ANDRE	Capita	Bamandea	

• •			
BAOFI MUPIRA	Chef de Village	Batiasembo	Z
TABU RAMAZANI	Capita	Bavomongo	S/m 27
AMUNDALA MUTOLO	Chef de Village	Bavomongo	
BOMBA SUBAENE	Capita	Batende	
EYONGO GABRIEL	Chef de Village	Batende	SEARE
JOSEPH MAFUE	Membre et Président du comité de négociation		Aller-
JULES OKENGE	Membre et Vice- Président du comité de négociation		Herry
MATUTŲ ZAITUMA	Membre du comité de négociation		A)
LITATA ISAAC	Membre du comité de négociation		ditare
MAYALIBO MUNASIMBA	Membre du comité de négociation		Miglice
BAMBALA GEORGES	Membre du comité de négociation		Blenc
MUTCHAPA ZALO	Membre du comité de négociation		V.S
MWAMBA CECILE	Membre du comité de négociation		Dus
BISAMBAI ROBERT	Membre du comité de négociation		\$181018 B)
OYOAGE SIMBA	Membre du comité de négociation		Cei Bs

Mr. Ruffin Simon PENZE BAKUTIBE, Administrateur du Territoire d'Ubundu

### Annexe 01

## Identification de la Communauté Locale

**BAKUMU MAIKO** 

Concernée par les

4 premières AAC

de la garantie 018/03

Identification de la communauté BAKUMU MAIKO pour les quatre premières Assiettes Annuelles de Coupe (AAC) de la garantie CFT 18/03

#### Pouvoir traditionnel et notables

Groupement

Chef de Groupement BRANHAM ALAIN PENE NDEKE

Village : Babogombe

Chef de Village: ALINGI BOKANGA

Dapita: NDJEKONANI GERARD

Village: Batianyoka

Chef de Village : KOMBOZI BISAMBI
Capita : MAYALA BENOBISI

Village: Bamandea

Chef de Village: BOY MASTAKI

Capita: MANGOLUMA ANDRE

Village: Batiasembo

Chef de Village: BAOFI MUPIRA

Capita : SABUNI NDANGAMOYA (empêché)

Village: Bavomongo

Chef de Village : TABU RAMAZANI
Capita : , AMUNDALA MUTOLO

Village: Batende

Chef de Village : BOMBA SUBAENE
Capita : EYONGO GABRIEL:

#### Membres du Comité de Négociation

JOSEPH MAFUE

JULES OKENGE

Membre et Président du comité de négociation

Membre et Vice-Président du comité de négociation

Membre du comité de négociation

MAYALIBO MUNASIMBA
BAMBALA GEORGES
MUTCHAPA ZALO
MWAMBA CECILE
BISAMBAI ROBERT
OYOAGE SIMBA
Membre du comité de négociation

Le Groupement Bakumu Maïko certifie, en date du 9 septembre 2011, qu'il n'y a pas de peuples autochtones sur son territoire.

## Annexe 02

## Délégation de signature

du Gérant Statutaire à Richard Garrigue



#### C.F.T.

#### COMPAGNIE FORESTIERE ET DE TRANSFORMATION

. N.R.C. 55.1 Boma – ID.NAT.01-022-N44798N – N°IMPOT AO700127 X

Tél. 0815981206 - 0898985075 Email : cft\_kis@yahoo.fr

SIEGE SOCIAL: nº Cadastral 3071, Avenue Kingabwa (Route BAT) KINSHASA/LIMITE

### Délégation de Signature

Je soussigné, LUIS FERNANDO CARVALHO PEREIRA FERREIRA, Gérant Statutaire de la CFT, certifie donner délégation de signature à

#### Monsieur Richard GARRIGUE

Responsable de la Certification

Afin de signer, au nom de la Société la

Clause Sociale du Cahier des Charges du Contrat de Concession Forestière

Avec la communauté locale BAKUMU MAIKO pour la garantie 18/03.

Fait à Kinshasa le 13 juillet 2011 pour servir et valoir ce que de droit

## Annexe 03

Titre de la Garantie

018/CAB/MIN/AFF-ET/03

du 4 avril 2003

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES, ENVIRONNEMENT ET TOURISME

LE MINISTRE

#### GARANTIE D'APPROVISIONNEMENT

#### CONVENTION Nº CAS /CAB/MIN/AFF-ET/03 DU 8 4 AVR. 2003 PORTANT OCTROI D'UNE GARANTIE D'APPROVISIONNEMENT **EN MATIERE LIGNEUSE**

ENTRE

La République Démocratique du Congo, représentée par le

Ministre des Affaires Foncières, Environnement et Tourisme,

Monsieur Jules YUMA MOOTA, ci-après dénommé le Ministre.

ET

La Société de Développement Forestier (SODEFOR), représentée

par Monsieur José ALBANO MAIA TRINDADE,

ci-après dénommé l'Exploitant.

#### PRELIMINAIRE

Vu, tel que modifié et complété à ce jour, le Décret-loi Constitutionnel n°003 du 27 mai 1997 relatif à l'organisation et à l'exercice du pouvoir en République Démocratique du Congo tel que modifié et complété par le Décret-loi Constitutionnel nº074 du 25 mai 1998, le Décret-loi nº122 du 21 septembre 1999 ;

Vu, telle que modifiée et complétée à ce jour, la Loi nº73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime des sûretés ;

Vu, telle que modifiée à ce jour, l'Ordonnance n°75-231 du 22 juillet 1975 fixant les attributions du Département de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme ;

Revu l'Ordonnance n°77-022 du 22 février 1977 portant transfert de directions et de services au Département de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme :

Vu, telle que modifiée et complétée, l'Ordonnance n°79-244 du 16 octobre 1979 fixant les taux et règles d'asslette et de recouvrement des taxes et redevances en matière administrative, judiciaire et domaniale perçues à l'initiative du Épartement de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme.

Yu le Décret n° 142/2002 du 17 novembre 2002 portant nomination des Membres du Gouvernement de Salut Public ;

Vu la responsabilité du Ministère des Affaires Foncières, Environnement et Tourisme d'assurer la pérennité des ressources forestières, grâce à une saine gestion forestière, utilisant toutes méthodes, directives et mesures dans l'utilisation des ressources disponibles ;

Vu la nécessité de mettre en valeur les ressources forestières de l'Etat, pour soutenir une activité économique prospère par l'exploitation rationnelle, la

transformation et la mise en marché des produits exploités ;

Vu la nécessité d'assurer à l'Exploitant un approvisionnement sûr et continu en matière première pour ses usines de transformation situées à Nioki, dans la Province de Bandundu et de Kinshasa, d'une capacité annuelle totale de 72.000 m3 de produits finis, nécessitant un approvisionnement en grumes de 240.000 m3.

Vu que l'Exploitant a répondu de façon satisfaisante aux critères et aux procédures de la décision n°002/CCE/DECNT/84, relative à la garantie d'approvisionnement en matière ligneuse et à la lettre d'intention ;

Vu la demande de réaménagement des garanties d'approvisionnement introduite par la SODEFOR (cfr. sa lettre n°018/GS/JAMT/2003 du 20 février 2003) ;

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à la demande de la SODEFOR en lui octroyant une garantie d'approvisionnement en remplacement partiel de la garantie couverte par la convention n° 08/02 du 02/04/02 de 231.400 ha ;

#### IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er : La garantie d'approvisionnement porte sur un volume théorique annuel de 49.200 m3 de grumes réparti comme suit (source SPIAF):

ESSENCES Afrormosia Sipo Sapelli Kosipo Tiama Acajou d'Afrique Doussie Ebène Tola Tshitola Padouk	VOLUME (m3) 15.000 10.000 9.000 3.000 1.000 5.000 300 1.000 750 1.000	RATION
Padouk Limbali Nlove Dabema	1.000 1.500 400 750	
Total .	49.200	Cuty the

Article 2 : Ces bois seront prélevés dans une unité d'exploitation localisée comme suit :

Province : Orientale District : Tshopo

Territoire : Ubundu Localité

Di.

Lieu : Bloc Malko Superficie : 190.000 ha

rticle 3 : Cette forêt ou portion de forêt est circonscrite dans les limites sulvantes :

Au Nord : La route principale Kisangani-Bafwasende, tronçon compris entre les villages Madula et Bayangana en passant par les villages Bakopoke et Mabugulu;

Au Sud : A partir du village Wania-Kimba, situé au bord du fleuve Congo tirer, une iligne, droite jusqu'à la rivière, Malko, ensulte remonter cette dernière jusqu'à une iligne droite qui la relie à la source de la rivière Enano; A l'Est : A partir du village Bayangana, sulvre la route secondaire

A l'Est A partir du village Bayangana, sulvre la route secondaire jusqu'au village Babongle, ensulte prendre le sentier qui mène au village Boslana en s'arrêtant à la rivière Enano et remonter celle-ci jusqu'à la source;

A l'Ouest La troute (principale Kisangani-Ubundu) tronçon compris entre le village Madula et la rivière Malko, ensulte le fleuve Congo, partie comprise entre la rivière Malko et le village Wania-Kimba.

Les grumes ains récoltées devront être strictement utilisées pour leur transformation à l'usine décrite ci-dessus, ou dirigées à l'exportation sulvant la réglementation en vigueur. Aussi, aucune grume ne pourra être vendue à des tiers, à moins d'autonsation écrite du Ministère.

Afficie 5 : Le Ministère accordera à l'Exploitant les droits sulvants sur son unité d'exploitation :

5.1 Le droit exclusif de récolter les arbres exploitables identifiés à l'article premier ou autres essences à promouvoir.

5.2Le droit de construire les infrastructures nécessaires exclusivement aux exploitations forestières, sans préjudice des droits reconnus aux tiers ;

Les infrastructures routières construites par l'Exploitant sont propriétés de l'Etat à la fin du contrat.

A The contract.

5.3Le droit de flottage de radeaux et de navigation privée sur les cours d'eau et les lacs, ainsi que le droit d'utiliser les routes publiques pour transporter, à titre privé, des produits forestiers exploités ainsi que les produits dé transformation.

Article 6

- : En contre partie, l'Exploitant sera soumis, de façon inconditionnelle, aux obligations suivantes :
  - 6.1 Maintenir en opération son usine de transformation au niveau d'opération prévu dans le contrat;
  - 6.2 Assurer la protection forestière de l'unité d'exploitation ;
  - 6.3 Présenter dans les détails prévus toutes demandes annuelles de permis de coupe, tout rapport trimestriel et rapport après coupe, ou d'autres rapports prévus par la réglementation en vigueur,
  - 6.4 Payer toutes les taxes et redevances forestières prévues par la réglementation sen signature de la convention n° 008/02 du 02/04/2002;
  - 6.5 Informer le Ministère de tout changement d'adresse, de tout projet de transfert de location, d'échange de donation de fusion, de vente affectant la propriété de l'usine de transformation, objet du contrat et d'en obtenir la ratification du Ministère;
- 6.6 Respecter la reglementation sur la l'exploitation, sur commercialisation et l'exportation des produits forestiers;
- 6/7Aviser le Ministère de tout changement dans la destination des grumes exploitées et en obtenir l'autorisation du Ministère ;
- 6.8 Respecter, toutes décisions prises par le Ministère en matière d'aménagement forestier ;
- 6.9 Procéder à la récolte minimale de 10 m3 de bois à l'hectare sur les superficles exploitables si le volume sur pied le permet.

La présente convention est effective à la date de sa signature jusqu'au mois d'avril 2027.

Arucie:/

Le non respect d'une des clauses de la convention par l'exploitant entraînera la résiliation Immédiate et automatique de la présente.

Fait à Kinshasa, le 0 4 AVR. 2003

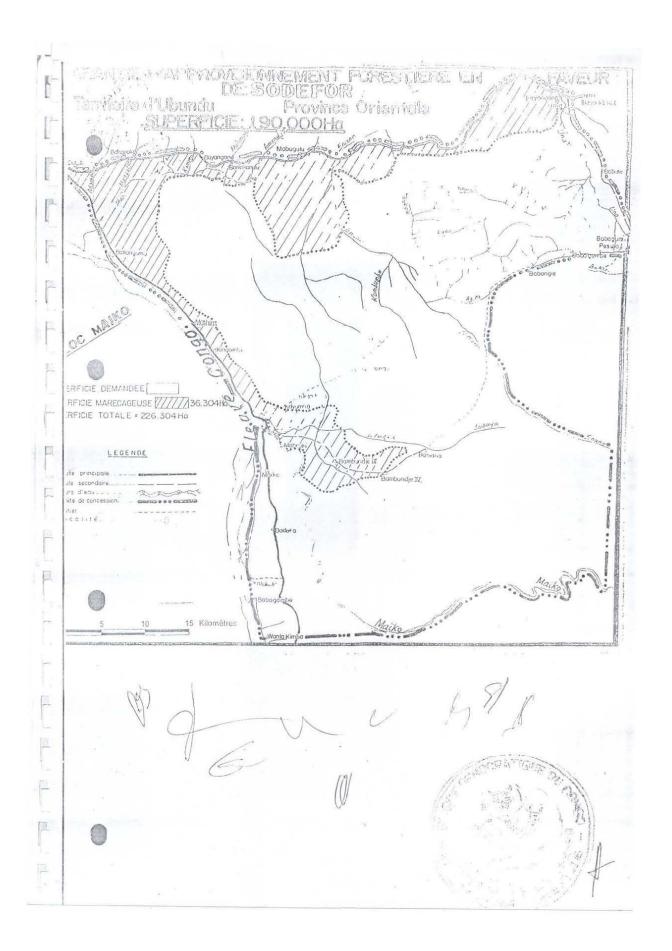
#### SIGNATAIRES AUTORISES

Monsieur José ALBANO MAIA TRINDADE

Pour la SODEFOR Route des Polds Lourds n° 2165 Kinshasa/Gombe

Fait à six exemplaires

- Exploitant
   Cabinet du Ministre
- Secrétaire Général à l'ECN
- Direction de la GF
- Gouverneur de Province
- Coordinateur Provincial de l'ECN





## Notification de la Convertibilité

# Garantie 018/CAB/MIN/AFF-ET/03

Lettre n° 4868/CAB/MIN/ECN-T/15/JEB/2008 du 6 octobre 2008



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme

Kinshasa, le g 6 OCT 2008



Nº4868 /CAB/MIN/ECN-T/15/JEB/2008

Le Ministre

A Monsieur le Directeur Gérant de la SODEFOR à Kinshasa/Gombe

Objet: Notification de la recommandation de la Commission Interministérielle de Conversion des Anciens Titres Forestiers Votre requête n°126

Monsieur le Directeur Gérant,

A l'issue de ses travaux, la Commission interministérielle de conversion des anciens titres forestiers a constaté que votre Garantie d'Approvisionnement n°018/03 du 04/04/2003, située dans le Territoire de Ubundu, Province Orientale remplit les critères de convertibilité définis par le Décret n°05/116 du 24 octobre 2005 fixant les modalités de conversion des anciens titres forestiers en contrats de concession forestière et portant extension du moratoire en matière d'octroi des titres d'exploitation forestière tel que modifié et complété par le décret n°08/02 du 21 janvier 2008.

Par conséquent, votre titre est jugé convertible en contrat de concession forestière.

Vous êtes invité, à dater de la réception de la présente, à vous mettre en contact avec le Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme pour les prochaines étapes.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Gérant, l'expression de ma considération distinguée.

José E.B. ENDUNDO

Avenue Papa Heo (Ex-des Cliniques) nº15 Kinshusa/Gombe B.P. 12.3481 E-mall : rdc\_minev@yahoo.fr

1-81

0



Accord de Permutation entre la garantie 12/03 CFT et la garantie 18/03 Sodefor

l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme

n° 232/CAB/MIN/ECNT-T/JEB/10

Du 3 février 2010





Mepublique Démocratique du Congo

' Kinshasa, le

a le .03 FEB 2010

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, CONSERVATION DE LA NATURE ET TOURISME



029

Le Ministre

#### N° 옷값 /CAB/MIN/ECN-T/09/JEB/10

A:

- Monsieur José ALBANO MAIA TRINDADE Gérant Statutaire de société SODEFOR N° 2165, Av. des Poids Lourds Kinshasa/Gombe.

Objet : Demande de permutation des concessions.

Accusé de réception.

Messieurs,

J'accuse réception de vos deux lettres N° 0002/D.G./CFT/E.G./hbm/10 du 21/01/2010 et 059/B.GS/JA/M-a-/09 du 30/12/2009 relatives à votre intention d'échange de titres forestiers entre vos deux sociétés respectives, à savoir CFT et SODEFOR.

En effet, la société CFT voudrait céder son titre  $N^{\circ}012/03$  du 25/03/2003 à SODEFOR en échange du titre  $N^{\circ}018/03$  du 04/04/2003 de SODEFOR pour des raisons de rationalisation de teurs activités d'exploitation.

A cet effet, conformément à l'Article 95 de la loi N° 011/2002 du 29/08/2002 portant Code Forestier, j'autorise cet échange et vous demande d'entrer en contact avec le Directeur-Chef de Service de Gestion Forestière qui me lit en copie, pour toutes les dispositions utiles à cette fin.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

José E.B. ENDUMEDO

Avenue Papa Ileo (Ex - des Cliniques) nº 15 Kinshasa / Gombe B.P. 12.348 KIN 1 E-mail: cabminecn-t@hotmail.fr / www.mecnt.cd

mail: cabminech-t@notmail.tr

5

#### Transmis copie pour information à :

- Mônsieur le Secrétaire Général de l'Environnement et Conservation de la Nature Monsieur le Directeur-Chef de Service de la Gestion Forestière Monsieur le Directeur-Chef de Service de Contrôle et Vérification Interne

#### (Tous) à Kinshasa/Gombe.

Monsieur le Ministre Provincial de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme Monsieur le Coordonnateur Provincial de l'Environnement et Conservation de la Nature

Monsieur le Ministre Provincial de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme Monsieur le Coordonnateur Provincial de l'Environnement et Conservation de la Nature

(Tous) à Kisangani.

圆

ALR

#### C. F. T.

#### COMPAGNIE FORESTIERE ET DE TRANSFORMATION

N.R.C. 551 BOMA - ID. NAT. A 37706 K - N° IMPOT K02A0120U Tél. 0815981206 - 0898985075 Email : cft kis@yahoo.fr

SIEGE SOCIAL: nº Cadastral 3071, Avenue Kingabwa (Route BAT) KINSHASA/LIMETE

Kinshasa, le 21 janvier 2010.

N/Réf.: 0002/D.G./CFT/E.G./hbm/10

N/Réf.:

2 1 JAN 2010

A Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme
KINSHASA/GOMBE.

Excellence Monsieur le Ministre,

Concerne : Demande de permutation des concessions.

Nous avons l'honneur de vous informer que notre siège d'exploitation de la « Compagnie Forestière et de Transformation », en sigle C.F.T. ainsi que notre usine se trouvent à Kisangani (Aéroport) plus précisément sur la rive droite du fleuve Congo.

Par contre, notre concession qui nous permet l'approvisionnement de notre usine se trouve sur la rive gauche à environs 80 Kms plus au sud et nous éprouvons beaucoup de difficultés à utiliser le port de la S.N.C.C. qui se trouve en face de Kisangani pour faire traverser nos bois vers l'usine.

Cest ainsi que nous avons fait à la SODEFOR la proposition suivante que nous estimons être bénéfique et dans l'intérêt de nos deux sociétés.

La C.F.T. deviendrait détentrice de la concession n° 18/03 sise à côté de Kisangani sur la rive droite où sont concentrées toutes ses activités et qui appartient actuellement à la SODEFOR et en contre partie, la SODEFOR qui n'a pas d'usine à Kisangani, deviendrait détentrice de la concession n° 12/03 située sur la rivière UBANGI. Cette dernière concession appartenant actuellement à la C.F.T. est à moins de 900 Kms de Kinshasa contre 1.800 Kms de distance pour la concession SODEFOR de Kisangani. Cette proposition nous paraît avoir trouvé leur agrément et ils nous ont informé qu'ils vous adresseraient une demande dans ce sens.

Dans l'espoir de recevoir une suite favorable de votre part, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération très distinguée.

Pour la STRECTION GENERAL

N.R.C. 551/BOMA ID. NAT. 01-022-N44798N N° IMPOT A 0700127\*X

KINSHASA / IMFTP

## Annexe 06

Carte de

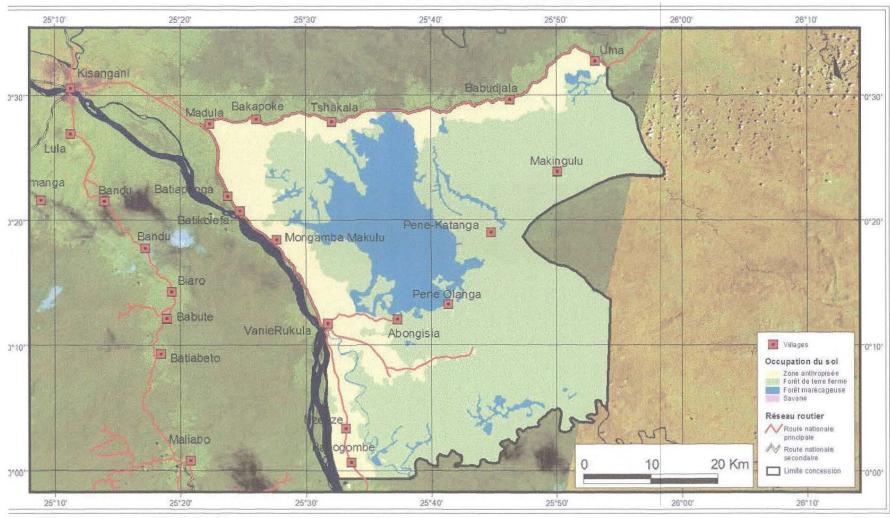
la Stratification

de la Garantie 018/03



**CFT** 

## Stratification de la Garantie d'Approvisionnement Concession CFT 18/03 - Ubundu



ource: Images Landsat 176/60 du 19/12/2002 et 175/60 du 22/02/2002

Kinshasa, 4 Août 2011

## Annexe 07

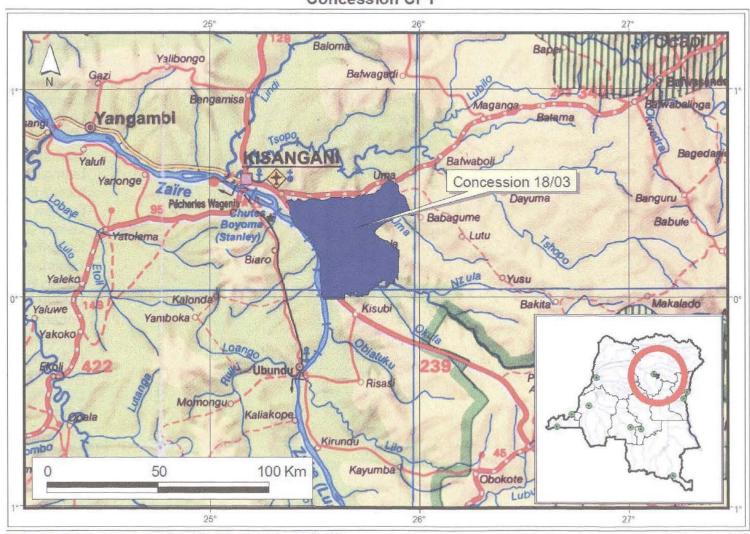
Cartes de

Localisation de la

Garantie 018/03

République Democratique du Congo

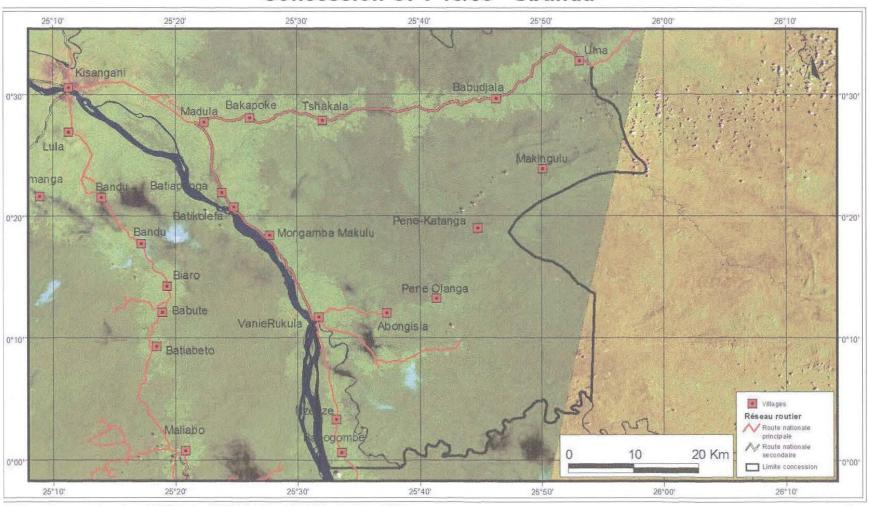
#### Localisation de la Garantie d'Approvisionnement 18/03 - Ubundu Concession CFT



République Démocratique du Congo

## **CFT**

## Localisation de la Garantie d'Approvisionnement Concession CFT 18/03 - Ubundu



Source: Images Landsat 176/60 du 19/12/2002 et 175/60 du 22/02/2002

Kinshasa, 4 Août 2011

## Annexe 08

PV de délimitation et

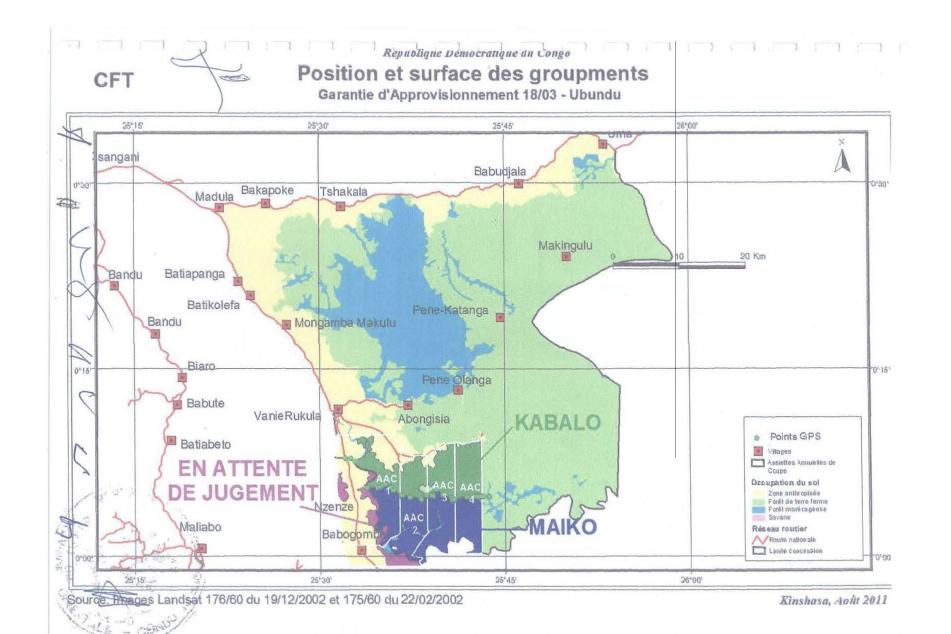
Carte des Groupements

concernés par les quatre premières

Assiettes Annuelles de Coupe

de la Garantie 018/03





	Procès Verbal de Délimitation garantie 18/03 CFT Entre les GroupementsKABALA et .MANKO
	Il est dresse ce jour, le05/1.09/1.2011, procès verbal des délimitations entre les groupements
	KABALorepresenté par Monsieur, ALUTA KANDOLO Chef de Groupement
	MAIKE, represente par Monsieur Expediting HLAUX, PENE, MAEKE. Chef de Groupement
	Monsieur BOKETOU ILELE détaché par le MECNT
	Les équipes de Sodetor ont relevé les coordonnées GPS, dont la liste figure en annexe, de la limite séparant ces deux groupements.
	Etaient présents pour attester de ces limites :
-	Groupement KABALO: UNDEKE-MABILANER, W. Maringa-MABRUKE
B	
	3) KANYAMA-MBAU. 4) BAMAZANI. BONGOMI
	Groupement Maiko: 4 Boyin FUNGAMAYE & KOMBOLE BESAMBE
	3 ALUTA - RAMAZANI
De l'	
	Pour le MECN : BO.KETOU - ILELE.
	energia de la compania del compania de la compania del compania de la compania del la compania de la compania d
1	Fait a KAZETE 1e 1257 0.01
	ran a properties to the parties to t
	Chef de Groupement Chef de Groupement Représentant MECNT
	MAIKO MAIKO
	180 Linter
	Let I get to be a second of the second of th
	Et 689 Character
	E. C. Les US
	Monsieur Phi TA- Kentile Lo Monsieur BRONLIAM. RLELY. Monsieur BEKETOWN TELE.
	NENG-MOEKE
·	
	No. of the second secon

# Coordonnées GPS entre les Groupements KABALO. et MALKO.

N° .	1	Latitude			Longitude	
d'ordre	Degrés	Minutes	Secondes	Degrés	Minutes	Secondes
01	Ce	7'	50"	250	32.1	12
Oż	0"	7'	4911	250	38	42
03	o°	7'	34"	250	55	4"
04	0"	2	29"	25"	34'	5"
05	00	5'	28"	250	341	52"
06	00	5'	32"	250	35'	1"
07	00	5'	35"	250	351	9"
08	00	5'	40"	250	351	12"
09	00	51	46"	250	35	310
10	00	50	32"	250	35'	56"
11	. 00	5'	18"	250	3/1	7''
12	0"	4'	50"	250	36"	143"
13	0.	4	52"	250	36"	45"
14	00	4'	4.5"	250	37"	29"
15	00	4'	41"	25°	38'	20"
16	o <sup>e</sup>	4'	34"	25"	38'	23"
17	Q <sup>P</sup>	4'	50"	25°	38'	44"
18	O°	4'	52"	250	37'	49"
19	OF.	4	52"	250	39.5	19.79.7F

ALUTA-KANDOLD

1 5340

BRANHAM-ALAIN PENENDEKE

# Coordonnées GPS entre les Groupements KABALO et MAJKO (Suite)

- N°		Latitude	Sc. Phillips		Longitude	
d'ordre	Degrés	Minutes	Secondes	Degrés	Minutes	Seconde
20	0°	4'	50"	25	39'	20"
21	0	5'	19"	25°	39'	36"
22	00	41	54"	25	40'	6"
23	00	41	40"	25°	40'	47"
24	00	4'	32"	25°	40'	52"
25	C*	4	30"	25	41	111
26	00	4'	34"	250	421	0"
27	0"	4'	42"	25°	42'	1111
28	O <sup>p</sup>	4'	46"	25°	421	2111
29	00	41	.46"	250	421	30"
30	0°	41	4811	250	42'	3811
31	0°	41	4911	25	421	SD"
32	0.	41	48"	250	431	611
33	00	4'	47"	25	431	13"
39	100	41	4711	25 "	431	2311
35	No	41	4911	25°	431	4811
						ne milito
					Carle in	DI.

ALUTA-KANAOLO

Saye

BRANGHAM - ALAIMI PENENDERC Procès-verbal de gel de redevances dans le cadre de la négociation de la clause sociale du cahier des charges de la garantie 18/03 CFT.

Accord intervenu lors des assises qui se sont tenues à Wanie Rukula du 9 au 11 septembre 2011.

#### Présentation de la situation :

La CFT a, dans le cadre de la préparation de la négociation de la clause sociale du cahier des charges de la garantie 18/03 CFT, souhaité connaître les limites des différents groupements afin de pouvoir procéder à l'affectation des redevances prévisionnelles des futures Assiettes Annuelles de Coupe.

Pour ce faire, des équipes ont été envoyées sur le terrain entre le 11 août et le 9 septembre 2011.

Elles ont pu ainsi, avec l'appui des groupements concernés, tracer et cartographier les limites entre les communautés Bakumu Kabalo et Bakumu Maïko, telles qu'elles figurent dans les PV de délimitation et telles qu'elles sont représentées sur la carte jointe.

Par contre, la zone située entre la rivière Maïko et le fleuve Congo est sujette à litige entre :

Le Groupement Baleka et le Groupement Bakumu Kabalo d'une part

Le Groupement Baleka et le Groupement Bakumu Maïko d'autre part

Le Chef de Sous localité de Bavomongo (Communauté Bakumu Maïko), a d'ailleurs informé les participants que ce problème était en instruction au parquet de Kisangani.

Le Chef de Groupement Baleka a, quant à lui, fait remarquer qu'il avait été l'objet des menaces d'agression alors qu'il se trouvait en forêt et qu'il avait porté plainte à ce sujet.

#### Décision prise :

Placés sous la médiation de Mr. Ruffin Simon PENZE BAKUTIBE, Administrateur du Territoire d'Ubundu, et afin de ne pas bloquer le processus de négociation et ne pas entraver les travaux d'exploitation de la CFT, les trois groupements, Bakumu Kabalon, Bakumu Maïko et Baleka ont donné leur accord pour que les redevances générées par cette partie des Assiettes Annuelles de Coupe n° 1 et 2 soient placées sur un compte bloqué, au sein de la CFT, en attendant le résultat du jugement.

#### Plusieurs issues sont possibles :

Soit le parquet donne raison au Groupement Baleka. Dans ce cas la CFT engagera une négociation avec ce groupement afin de conclure une clause sociale spécifique.

Soit le parquet déboute le Groupement Baleka et cette zone est attribuée aux Groupements Bakumu Kabalo et Bakumu Maïko. Dans ce cas, les redevances seront réaffectées au prorata et rentreront dans les fonds de développement de ces Groupements.

Fait à Wanié Rukula le 10 septembre 2011 pour servir et valoir ce que de droit

Chef de Groupement Bakumu Kabalo

ALUTA KANDALO

Chef de Groupement

Bakumu Maïko

Chef de Groupement Bakumu Baleka

BRANHAM ALAIN PENE NDEKE

ABIBU MUKUBWA

L'Administrateur du Territoire d'Ubundu

Mr. Ruffin Simon PENZE BAKUTIBE

## Annexe 09

# Compte rendu de la réunion de Négociation

entre

CFT

# et la Communauté Locale BAKUMU MAIKO

du 9 au 11 septembre 2011

#### Réunion de Négociation de la Clause Sociale du Cahier des Charges Garantie 18/03 Kayete, Territoire d'Ubundu

#### Programme

## Vendredi 9 septembre 2011

Thème	Intervenant	Hora	aire
Accueil des participants / café	Organisation	09H00	10H00
Mot de l'Administrateur du Territoire	R. Simon Penze	10H00	10H10
Mot du Chef de Secteur		10H10	10H20
Mot du Chef de Groupement Bakumu Kabalo	Branham Alain Pene Ndeke	10H20	10H30
Mot du Chef de Groupement Bakumu Maïko	Aluta Kandao	10H30	10H40
Mot du Représentant des Confessions Religieuses		10H50	11H05
Mot des ONG accompagnatrices	Paulin	11H05	11H20
Mot de la CFT	Erasme Kiamfu	11H20	11H35
Présentation des participants	Participants	11H35	12H15
Présentation du programme	Gabriel Mola	12H15	12H30
Déjeuner		121130	141100
Identification des parties prenantes aux négociations	Gabriel Mola	14H00	15H00
Exposé sur le cahier des charges	Erasme Kiamfu	15H00	15H30
Echange	Ensemble des participants	15H30	16H00
Synthèse et Clôture de la réunion	Modérateur	16H00	16H15

#### Samedi 10 septembre 2011

Thème	Intervenant	Hor	aire
Accueil des participants	Organisation	08H30	08H45
Lecture et adoption du PV 9 septembre	Secrétariat	08H45	09H00
Lecture commentée de l'arrêté 023	Gabriel Mola	09H00	10H30
Pause-café		10H30	11H00
Echange	Ensemble des participants	11H00	11H30
Présentation des besoins de la population des trois groupements	Présidents comités de négociation	11H30	131100
Déjeuner		13H00	14H00
Evaluation chiffrée des projets	Erasme Kiamfu	14H00	15H00
Choix des infrastructures dans les trois groupements (travail en sous-groupes)	Comités de négociation	151100	16H00
Restitution du travail des sous-groupes	Présidents comités de négociation	16H00	16H30
Ajustement des budg as	Erasme Kiamfu	16H30	17H00
Etablissement planning des réalisations	Erasme Kiamfu	17H00	17H30
Synthèse et Clôture de la réunion	Modérateur	17H30	17H45

8) /5=1

0

Dimanche 11 septembre 2011			
Thème	Intervenant	Hor	aire
Accueil des participants	Organisation	08H00	08H30
Lecture et adoption du PV du 10 septembre	Secrétariat	08H30	09110
Lecture des clauses sociales complétées	Gabriel Mola	091100	10H0
Pause-café		10H00	10H3
Signature	Personnes concernées	10WH30	12H3
Mot du Chef de Groupement Bakumu Kabalo	Branham Alain Pene Ndeke	12H35	12H4
Mot du Chef de Groupement Bakumu Maïko	Aluta Kandao	12H40	12H4
Mot de clôture du Chef de Secteur		12H45	12H5
Mot de clôture de la CFT	Erasme Kiamfu	12H50	13H0
Clôture de la réunion	AT R. Simon Penze	13H00	13H1
Déjeuner		13H15	14H3

Le modérateur, Monsieur Célestin Raoul BAMONGOYO a invité tour à tour les autorités pour dire chacune son mot de circonstance.

Prenant la parole, Monsieur ALUTA KANDAO, le chef de groupement Bakumu Kabalo s'est dit très ravi de joie de voir les deux parties réunies au tour d'une même table pour les négociations et a invité ses membres de communauté à l'ordre, tolérance et respect mutuel pour un travail constructif.

Monsieur Jules KOLONGO MAKASI, le chef du secteur Obiatuku, comme son prédécesseur, très ravi de joie pour la circonstance, a appelé toutes les communautés réunies à l'ordre et à la tolérance mutuelle lors de ces assises. Il a invité, une fois de plus, les communautés à faire preuve de la sagesse et de l'intelligence que de se livrer aux contradictions internes au risque de rater leurs objectifs.

De son côté, monsieur Joseph MAFUE, représentant des confessions religieuses, a commencé par rappelé la société à faire une évaluation rétrospective des clauses postérieures signées avec les communautés en vue de prendre des engagements responsables pour le présent processus. Monsieur joseph a convié la communauté à faire preuve de sagesse et l'intelligence en vue de poser le vrai problème au profit de développement communautaire.

Quant à Monsieur Erasme KIAMFU, délégué de la Compagnie Forestière et de transformation, CFT, il a commencé par féliciter les communautés pour avoir ôté certaines mésententes qui planaient entre les parties pour arriver à cette étape. En effet, il a rappelé aux communautés les résultats auxquels ils avaient abouti lors des différentes rencontres tenues du 11 au 12 Août 2011 à Kisangani. Il a terminé son mon par formuler le vœu de tolérance et de volonté constructive pour les deux parties.

Enfin, Monsieur Rufin SIMON PENZE, Administrateur du Territoire, s'est déclaré très joyeux de la circonstance et a souhaité la bienvenue à toutes les parties prenantes à ces assises. Il a rappelé la conscience de sa population que le développement d'un milieu est un devoir de tous et a informé les parties que l'exploitation forestière en troisième république est assujettie au respect des principes d'un Etat de droit. Nonobstant, Il a reproché les membres des communautés qui étalent invités aux séances de travail à Kisangani de n'avoir pas restitué les résolutions de ces assises aux autres membres de la communauté qui les ont mandaté. Pour clore, Il a invité sa population à la sagesse et tolérance, et à revendiquer les vrais problèmes au profit de la génération présente et future. Ainsi donc, il a déclaré, aux noms de chef de l'Etat, de gouverneur de la province et au sien propre, ouvert les activités de ces négociations.

#### Mots de circonstance des autorités

Le modérateur, Monsieur Célestin Raoul BAMONGOYO a invité tour à tour les autorités pour dire chacune son mot de circonstance.

Prenant la parole, Monsieur ALUTA KANDAO, le chef de groupement Bakumu Kabalo s'est dit très ravi de joie de voir les deux parties réunies au tour d'une même table pour les négociations et a invité ses membres de communauté à l'ordre, tolérance et respect mutuel pour un travail constructif.

Monsieur Jules KOLONGO MAKASI, le chef du secteur Obiatuku, comme son prédécesseur, très ravi de joie pour la circonstance, a appelé toutes les communautés réunies à l'ordre et à la tolérance mutuelle lors de ces assises. Il a invité, une fois de plus, les communautés à faire preuve de la sagesse et de l'intelligence que de se livrer aux contradictions internes au risque de rater leurs objectifs.

De son côté, monsieur Joseph MAFUE, représentant des confessions religieuses, a commencé par rappelé la société à faire une évaluation rétrospective des clauses postérieures signées avec les communautés en vue de prendre des engagements responsables pour le présent processus. Monsieur joseph a convié la communauté à faire preuve de sagesse et l'intelligence en vue de poser le vrai problème au profit de développement communautaire.

Quant à Monsieur Erasme KIAMFU, délégué de la Compagnie Forestière et de transformation, CFT, il a commencé par féliciter les communautés pour avoir ôté certaines mésententes qui planaient entre les parties pour arriver à cette étape. En effet, il a rappelé aux communautés les résultats auxquels ils avaient abouti lors des différentes rencontres tenues du 11 au 12 Août 2011 à Kisangani. Il a terminé son mon par formuler le vœu de tolérance et de volonté constructive pour les deux parties.

Enfin, Monsieur Rufin SIMON PENZE, Administrateur du Territoire, s'est déclaré très joyeux de la circonstance et a souhaité la bienvenue à toutes les parties prenantes à ces assises. Il a rappelé la conscience de sa population que le développement d'un milieu est un devoir de tous et a informé les parties que l'exploitation forestière en troisième république est assujettie au respect des principes d'un Etat de droit. Nonobstant, Il a reproché les membres des communautés qui étaient invités aux séances de travail à Kisangani de n'avoir pas restitué les résolutions de ces assises aux autres membres de la communauté qui les ont mandaté. Pour clore, Il a invité sa population à la sagesse et tolérance, et à revendiquer les vrais problèmes au profit de la génération présente et future. Ainsi donc, il a déclaré, aux noms de chef de l'Etat, de gouverneur de la province et au sien propre, ouvert les activités de ces négociations.

Le modérateur de la séance, Monsieur Célestin Raoul BAMONGOYO, a invité tour à tour les participants aux assises à se présenter mutuellement en vue d'une connaissance mutuelle pour un bon déroulement des activités.

#### III. Présentation de programme du processus de négociation

Sous la facilitation du modérateur, le président de la Fédération des industrielles du Bois, FIB, Monsieur Gabriel MOLA, a été invité pour présenter le programme de ces assises.

A cet effet, monsieur MOLA s'est engagé, au nom de la délégation, à présenter les excuses pour le retard enregistré, lequel est indépendant de sa bonne volonté. L'orateur a pris le temps de présenter de façon concise le programme pour les trois jours de ce processus. Il sied de signaler qu'il a, d'une manière anticipative, survoler le contenu l'arrêté 023 portant modèle de cahier des charges, comment procéder à l'évaluation des besoins et la gestion de temps pour ne citer que cela. Cette lecture était une préparation psychologique des participants à bien orienter leurs projets.

#### IV. Identification des parties prenantes aux négociations

L'identification des parties prenantes a consisté à la validation des mandats des tous les délégués aux négociations des clauses sociales de cahier des charges, à savoir, d'une part la Compagnie Forestière et de Transformation, CFT, et d'autre part les communautés locales des groupements Bakumu Maïko et, Bakumu Kabalo.

Deux phases importantes ont caractérisées cette étape, notamment :

- L'identification des délégués des communautés et de la CFT conviés aux négociations.
- > Désignation des membres de comité de négociation

Dans la première étape, il était question de procéder, d'abord, à l'identification du délégué de la CFT. Il fallait commencer par la lecture de la lettre de la garantie, notification du titre pour s'appesantir sur la délégation du pouvoir et du mandat confiée à monsieur Richard GUARRIGUE. En effet, il a été ressorti de la lecture de la lettre de notification du titre, que la CFT détient désormais le titre en lieu et place de la Sodefor. L'orateur a pris soin d'expliquer aux participants que la permutation de la gestion des concessions entre la SODEFOR et la CFT s'est faite pour des raisons de rationalité de leurs activités; et les a invités à consulter le code forestier dans son article 99 pour ce fait.

M JNS Me

Quant aux communautés, après vérification faite, il s'est avéré que certains délégués, dont les membres de la communauté de groupement Bakumu Kabalo sélectionnés pour la négociation n'étaient pas encore arrivés au lieu indiqué pour la négociation suite soit à la maladie, soit aux empêchements. Il sied de signaler que certains membres des communautés, non invités mais dont la présence étaient nécessaires pour les négociations, ont été cooptés séance tenante afin d'assurer la représentativité de tous les villages. Cela étant, il a été alors demandé aux participants présents d'informer les absents pour se joindre aux auxres membres le jour suivant. Quelques litiges ont pour autant persister quant aux limites entre les groupements concernés par l'assiette annuelle de coupe. A cette occasion, la carte de l'assiette issue de travail des délégués des groupements concernés et de la société a été projetée aux participants pour lever les équivoques. En effet, l'administrateur du territoire, le président de la FIB, le chef de secteur Obiatuku, les délégués de la CFT et quelques leaders de la communauté se sont retirés pour une concertation en vue de prendre une mesure pragmatique. Ainsi donc, la partie en litige étant minime et attendu que le dossier est encore en justice, il a été décidé d'adopter la carte de m'assiette sous réserve du jugement attendu pour cette partie disputé. Cette mesure a été saluée par toutes les parties prenantes.

La seconde étape a consisté à la désignation des membres des comités des négociations dont la composition ci-après :

#### > Groupement Bakumu kabalo:

- Président : MAFUE MBILINYAMA

- Vice président : ANGWANZA MUYANGU Adolphine

- Membres: 13 personnes

#### Groupement Bakumu Maïko :

- Président : Joseph MAFUE

- Vice président : Jules OKENGE

- Membres: 13 personnes

Commencée à 12 heures 30', la séance s'est clôturée à 18 heures et un repas a été offert à tous les participants à la satisfaction de tous.

La secrétaire rapporteur

Marie BOUNDAWANA YAIFONO

Chargée des études et questions des savoirs endogènes des peuples autochtones pygmées /OSAPY

# PROCES YERBAL DE DESIGNATION DES MEMBRES DU COMITES DE NEGOCIATION DES COMMUNAUTES DU GROUPEMENT BAKUMU MAIKO. SECTEUR BAKUMU OBIATUKU EN TERRITOIRE D'UBUNDU

L'an deux mille onze, le neuvième jour du mois de septembre, à 15 heures locales, réunis dans la salle de réunion de l'Ecole primaire Penesibu, dans la Localité Bambundje II, nous, délégués de la Communauté du Groupement BAKUMU MAIKO pour la négociation des clauses sociales de cahier des charges avec la Compagnie Forestière et de Transformation, CFT, avons désigné de commun accord et à l'unanimité les personnes dont les noms suivent en qualité de :

- Monsieur Joseph MAFUE : Président du Comité des négociations
- Monsieur Jules OKENGE : Vice président du Comité des négociations

En foi de quoi, nous avons dressé ce procès verbal pour valoir à qui de droit au jour et an que dessus.

#### LES DELEGUES DE LA COMMUNAUTE DU GROUPEMENT BAKUMU MAIKO

No	NOMS ET POSTNOMS	FONCTION	SIGNATURES
0.1	BRANHAM ALAIN PENE NDEKE	Chef de Groupement	C-225583V
02	ALINGI BOKANGA	Chef du village	DELL
03	KOMBOZI BISAMBI	Chef du village	-Titte
- 04	BOY MASTAKI	Chef du village	holes
0.5	BAOFI MUPIRA	Chef du village	75
06	TABU RAMAZANI	Chef du village	1 Tohung"
07	BOMBA SUBAENE	Chef du village	- TAKAN
08	NDJEKONANI GERARD	Capita	10 -
09	MAYALA BENOBISI	Capita	- <del></del>
10	MANGOLUMA ANDRE	Capita	-/20
11	SABUNI NDANGAMOYA	Capita	1000
12	AMUNDALA MUTOLO	Capita	- Selection
13	EYONGO GABRIEL	Capita	- the same
14	JOSEPH MAFUE	Président du CN et membre	Establish a
15	JULES OKENGE	Vice président du CN et membre	HOTHER THE
16	MATUTU ZAITUMA	Membre	600
17	LITATA ISAAC	Membre	20/002
18	MAYALIBO MUNASIMBA	Membre	1/16/2000
19	BAMBALA GEORGES	Membre	Breden
20	MUTCHAPA ZALO	Membre	Ruis
21	MWAMBA CECILE	Membre	Alusta
22	BISAMBAI ROBERT	Membre	CHEMINS BR
23	OYOAGE SIMBA	Membre	ditta

8 17 - 8

#### PRODUCTION PREVISIONNELLE DES 4 PREMIERES AAC DE LA GARANTIE 18/03

DISTRICT : TSHOPO

COMMUNAUTE

BAKUMU KABALO

TERRITOIRE : UBUNDU

		AAC1	AAC 2	AAC 3	AAC4	TOTAUX
Classe	Nom commercial	Production Annuelle	Production Annuelle	Production Annuelle	Production Annualle	Production Totale
	Surface	2 181	1 898	2 438	3 702	SEL SERVICE STREET, STREET, ST
V	AFRORMOSIA	92	80	102	155	429
	ANINGRE	-	-	-	2	-
	ACAJOU	92	80	102	155	429
	BOSSE CLAIR	118	102	132	200	552
	BOSSE FONCE	39	34	44	67	184
	DIBETOU	13	11	15	22	61
1	IROKO	157	137	176	267	736
	PADOUK	851	740	951	1 444	3 985
	SAPELLI	13	11	15	22	61
	SIPO	65	57	73	111	307
	TIAMA	183	159	205	311	858
	TOLA	52	46	59	89	245
11	TALI	-	-	-	-	-
[]]	ETIMOE	92	80	102	155	429
	TOTAUX	1 767	1 537	1 975	2 999	8 277

#### RESSOURCES PREVISIONNELLES DU FOND DE DEVELOPPEMENT DES 4 PREMIERES AAC DE LA GARANTIE 18/03 UBUNDU

DISTRICT : TSHOPO TERRITOIRE : UBUNDU

COMMUNAUTE

BAKUMU KABALO

	The state of the s			C1	A A	C 2	ΔΑ	C3	AA	C 4	TOT	AUX
Classe	Nom commercial	Valeur au m³	Production Annuelle	Valorisation en \$	Production Annuelle	Valoristion en \$	Production Annuelle	Valoristion en \$	Production Annuelle	Valoristion en \$	Production Totale	Valoristion en \$
V	AFRORMOSIA	5	92	458	80	399	102	512	155	777	429	2 146
V	CONTRACTOR SECTION	-	72	436	OU .	222	-		-	-	-	-
	ANINGRE	4.				-	100	410	155	622	429	1 717
	ACAJOU	4	92	366	80	319	102	527	200	800	552	2 207
	BOSSE CLAIR	4	118	471	102	410	132		67	267	184	736
	BOSSE FONCE	4	39	157	34	137	44	176	22	89	61	245
	DIBETOU	4	13	52	11	46	15	59		1 066	736	2 943
1	IROKO	4	157	628	137	547	176	702	267	5 775	3 985	15 942
	PADOUK	4	851	3 402	740	2 961	951	3 803	1 444		61	245
	SAPELLI	4	13	52	11	46	15	59	22	89	307	1 226
	SIPO	4	65	262	57	228	73	293	111	444	858	3 434
	TIAMA	4	183	733	159	638	205	819	311	1 244		981
	TOLA	4	52	209	46	182	59	234	89	355	245	301
11	TALI	3	-	-		-	-	(F)	-			
III	ETIMOE	2	92	183	. 80	159	102	205	155	311	429	858
-	TOTAUX		1 767	6.975	1 537	6 070	1 975	7.797	2 999	11 839	8 277	32 680

DISTRICT : TSHOPO COMMUNAUTE

BAKUMU MAÎKO

TERRITOIRE : UBUNDU

	The same of the sa	AAC 1	AAC 2	ААСЗ	AAC4	TOTAUX
Classe	Nom commercial	Production Annuelle	Production Annuelle	Production Annuelle	Production Annuelle	Production Totale
The Wilder School Company of the Com	Surface	2 241	3 199	3 438	2 181	THE RESERVE OF THE PARTY OF THE
V	AFRORMOSIA	94	134	144	92	464
Secure and State 11 Sec	ANINGRE	-	-	-	-	-
	ACAJOU	94	134	144	92	464
	BOSSE CLAIR	121	173	186	118	597
	BOSSE FONCE	40	58	62	39	199
	DIBETOU	13	19	21	13	66
ŧ	IROKO	161	230	248	157	796
	PADOUK	874	1 248	1 341	851	4 313
	SAPELLI	13	19	21	13	66
	SIPO	67	96	103	65	332
	TIAMA	188	269	289	183	929
	TOLA	54	77	83	52	265
11	TALI	-	-	AND THE REAL PROPERTY OF THE PARTY.	-	-
111	ETIMOE	94	134	144	92	464
	TOTAUX	1 815	2 591	2 785	1 767	8 958

#### RESSOURCES PREVISIONNELLES DU FOND DE DEVELOPPEMENT DES 4 PREMIERES AAC DE LA GARANTIE 18/03 UBUNDU

DISTRICT : TSHOPO

COMMUNAUTE

BAKUMU MAIKO

TERRITOIRE : UBUNDU

			AA	C1	AA	C 2	AA	C3	AA	C 4	TOT	AUX:
Classe	Nom commercial	Valeur au m <sup>3</sup>	Production Annuelle	Valorisation en \$	Production Annuelle	Valoristion en \$	Production Annuelle	Valoristion en S	Production Annuelle	Valoristion en \$	Production Totale	Valoristion , en \$
V	AFRORMOSIA	5	94	471	134	672	144	722	92	458	464	2 322
	ANINGRE	4	-	-		-		2	- 1	-	-	-
	ACAJOU	4	94	376	134	537	144	578	92	366	464	1 858
	BOSSE CLAIR	4	121	484	173	691	186	743	118	471	597	2 389
	BOSSE FONCE	4	40	161	58	230	62	248	39	157	199	796
	DIBETOU	4	13	54	19	77	21	83	13	52	66	265
1	IROKO	4	161	645	230	921	248	990	157	628	796	3 185
	PADOUK	4	874	3 496	1 248	4 990	1 341	5 363	851	3 402	4 313	17 252
	SAPELLI	4	13	54	19	77	21	83	13	52	66	265
	SIPO	4	67	269	96	384	103	413	65	262	332	1 327
	TIAMA	4	188	753	269	1 075	289	1 155	183	733	929	3 716
	TOLA	4	54	215	77	307	83	330	52	209	265	1 062
11-	TALI	3	-	-		-	-	- 1	-	-	-	-
III	ETIMOE	2	94	188	134	269	144	289	92	183	464	929
	TOTAUX		1 815	7 167	2 591	10 230	2 785	10 995	1 767	6 975	8 958	35 367

#### PRODUCTION PREVISIONNELLE DES 4 PREMIERES AAC DE LA GARANTIE 18/03

DISTRICT : TSHOPO TERRITOIRE : UBUNDU **EN ATTENTE** COMMUNAUTE

		AAC1	AAC 2	AAC 3	AAC4	TOTAUX
Classe	Nom commercial	Production Annuelle	Production Annuelle	Production Annuelle	Production Annuelle	Production Totale
- Arrivante - Carrier - Ca	Surface	1 435	773	emiliadamento e se secto.		
V	AFRORMOSIA	60	32	-	-	93
1 3070/00	ANINGRE	-	-		-	,
	ACAJOU	60	32	-		93
	BOSSE CLAIR	77	42	-	-	119
	BOSSE FONCE	26	14	-	-	40
	DIBETOU	9	5	-	176	13
1	IROKO	103	56	2	121	159
	PADOUK	560	301	-	-	861
	SAPELLI	9	5		-	13
	SIPO	43	23	-	1 20	66
	TIAMA	121	65	-		185
	TOLA	34	19		-	53
II.	TALI	-	-	-	16	
111	ETIMOE	60	32		-	93
	TOTAUX	1 162	626	-	12	1 788

# RESSOURCES PREVISIONNELLES DU FOND DE DEVELOPPEMENT DES 4 PREMIÈRES AAC DE LA GARANTIE 18/03 UBUNDU

DISTRICT : TSHOPO TERRITOIRE : UBUNDU COMMUNAUTE

EN ATTENTE

Classe	Nom commercial	Valeur au m³	AAC1		AAC 2		AAC 3		AAC 4		TOTAUX:	
			Production Annuelle	Valorisation en \$	Production Annuelle	Valoristion en \$	Production Annuelle	Valoristion en \$	Production Annuelle	Valoristion en \$	Production Totale	Valoristion en \$
V	AFRORMOSIA	5	50	301	32	162	-	-		-	93	464
	ANINGRE	4		-	-	-		-	-	-	-	-
	ACAJOU	4	60	241	32	130	-	-	72	-	93	371
	BOSSE CLAIR	4	77	310	42	167		-	NF. 1	=	119	477
1	BOSSE FONCE	4	26	103	14	56		-	-	-	40	159
	DIBETOU	4	9	34	5	19	-	-		-	13	53
	IROKO	4	103	413	56	223	-	-	-	-	159	636
- 4	PADOUK	4	560	2 239	301	1 206	FINE COL		-		861	3 444
	SAPELLI	4	9	34	5	19	-	-	-	-	13	53
	SIPO	4	43	172	23	93	-		-		66	265
	TIAMA	4	121	482	65	260		-	-	-	185	742
	TOLA	4	34	138	19	74	-	2	-	-	53	212
II	TALI	3		100				-	-	-		-
	ETIMOE	2	60	121	32	65			-	PACIFIC CONTRACTOR CONTRACTOR	93	185
-	TOTAUX	- 2	1 162	4 589	526	2 472			-	-	1788	7 0 6 1

PROCES VERBAL DE LA DEUXIEME JOURNEE DES NEGOCIATIONS DE LA CLAUSE SOCIALE DE CAHIER DES CHARGES DE LA GARANTIE 18/03 ENTRE LA COMPAGNIE FORESTIRE ET TRANSFORMATION, CFT, ET LES GROUPEMENTS BAKUMU KABALO ET BAKUMU MAÏKO DANS LES SECTEURS MANDOMBE ET OBIATUKU, TERRITOIRE D'UBUNDU, PROVINCE ORIENTALE.

Il s'est tenue, ce samedi le dixième jour du mois de septembre 2011, à Bambundje II, localité située au point kilométrique 60 de la ville de Kisangani dans le groupement Bakumu Kabalo, Secteur Mandombe, Territoire d'Ubundu, la deuxième journée des négociations de clause de cahier des charges entre la Compagnie Forestière et de Transformation, CFT, dans la salle des réunions de l'école Primaire Penesibu.

La séance de cette journée a commencé par l'accueil des participants suivie d'une brève prière dite par Monsieur MAYALIBO MONASIMBA, évangéliste de l'Eglise dite de réveille NENO.

Le déroulement des activités de ces assises a été facilité par :

- Modérateur : Monsieur Célestin Raoul BAMONGOYO, Coordonnateur du CDPE (Conseil pour la Défense des droits des communautés et la Protection de l'Environnement),
- Rapporteur : Madame Marie BOUNDAWANA YAIFONO, Chargée des études et des questions de savoir endogènes des peuples autochtones pygmées au sein de l'OSAPY (Organisation d'Accompagnement et d'Appui aux Pygmées),

L'équipe d'accompagnement des communautés s'est composée de :

- > Monsieur Paulin KANDA, chargé des programmes et
- Monsieur Jean de Dieu MALONGOLA, tous de l'Organisation Concertée des Ecologistes et Amis de la Nature, OCEAN.

Les points suivants ont constitué l'ossature de la journée, à savoir :

- I. Lecture et adoption du PV de la journée du 9 Septembre 2011
- II. Exposé sur le cahier des charges
- III. Lecture commentée de l'arrêté 023
- IV. Présentation des projets des besoins des communautés
- V. Synthèse de la journée

I. Lecture et adoption du P. V de la journée du 30 Août 2011,

A cet effet, Madame Marie BOUNDAWANA, rapporteur de la séance a été invité par le modérateur pour donner l'économie du procès verbal des activités de la première. Néanmoins quelques amendements de fond et de forme avaient été formulés pour enrichir celui-ci, amendements à l'issue desquels ce P.V. a été adopté.

FATHER V

#### II. Exposé sur le cahier de charge.

L'exposé sur le cahier des charges avait été animé par Messieurs Erasme KIAMFU, délégué de la CFT, qui, à l'aide du retro projecteur, a expliqué le contenu de cahier des charges lequel est subdivisé en deux parties essentielles, à savoir :

- ✓ Le plan de gestion,
- ✓ La clause sociale

#### A. Le plan de gestion

L'orateur a commencé par informer les participants que le plan de gestion est un processus long et coûteux qui dépend de la clause sociale et que son élaboration peut dépasser 5 ans. C'est pourquoi, l'Etat a instruit l'exploitant à présenter le plan de gestion pour 4 ans en attendant l'élaboration du plan d'aménagement; lequel doit définir les aspects ci-après :

- ✓ La surface à exploiter chaque année (AAC)
- ✓ L'endroit où se situeront les AAC
- ✓ Les volumes qui seront extraits
- ✓ et, le montant des redevances qui seront versées dans le fond de développement local pour la réalisation des infrastructures socioéconomiques de base dans les trois groupements.

Il a en outre fait savoir aux participants que ce plan de gestion se rapporte à l'évaluation de volume de cubage extrait d'une concession. Toutefois, il a fait connaître aux participants qu'une assiette de coupe ne dure qu'une année et peut être renouvelée une seule fois sur base d'une demande expressément et objectivement formulée par l'exploitation.

En poursuivant son exposé, il a situé la garantie 18/03 dont il est question, laquelle se situe dans le triangle formé par la route Kisangani – Ituri et le fleuve Congo, juste en amont de la ville de Kisangani en Province Orientale. Elle a une surface totale de 190, 000 hectares dont la surface utile est évaluée à 147.193 ha avec une surface exploitable de 5.888 ha pour une assiette annuelle de coupe. Il a passé aussi en revue la liste des essences retenues pour l'exploitation, à savoir : Afromosia, Aningré, Acajou, Bossé clair, Bossé foncé, Dibetou, Iroko, Sipo, Sapeli, Tiama, Tola, Tali, Etimoe et Padoux. Signalons également que l'orateur a pris soin de faire la corrélation entre les essences retenues avec leur valeur marchande ainsi que les volumes prévisionnels pour les deux Groupements dont la situation globale se présente de la manière suivante :

- Groupement Bakumu Kabalo: 10.219 ha exploitables pour la première assiette avec une estimation de production de 11.839 m³ pour une valeur de dollars américains 32.680

- Groupement Bakumu Maïko: 9.042 ha exploitables pour la première assiette avec une estimation de production de 8.958 m³ pour une valeur de dollars américains de 35.367. L'étendue en attente représente une superficie de 2.208ha exploitables avec une estimation de production de 1.788m³ pour une valeur de dollar américain de 7.061.

4-1/3-4 hz

W. S. C.

Cet exposé a été sanctionné par un jeu des questions-réponses dont les principales se résument aux :

- 1. La sous estimation, selon la communauté, de volume prévisionnel d'Afromosia vu l'importance de cette essence dans ladite concession ;
- 2. Questions relatives à l'ajustement de cubage prévisionnel et le cubage réellement exploité
- 3. La non fixation de la valeur marchande de Tali, une des essences retenue dans la liste d'exploitation par la compagnie
- 4. Question relative aux effets rétroactif de l'application de l'arrêté 023 par à l'exploitation précédente de la garantie
- 5. La disponibilité de la compagnie à réaliser les besoins des communautés selon son plan prévisionnel annuel
- 6. L'importance de présenter les besoins de la communauté alors que l'enveloppe budgétaire allouée à chaque groupement est déjà connue
- 7. Ce que réserve le cahier des charges par rapport aux jouissances des ayants droits

Les réponses à toutes ces préoccupations ont été données par monsieur Erasme KIAMFU, complété par monsieur Richard GARRIGUE à satisfaction des uns et des autres. Certes que cet exercice intellectuel a été scientifique, mais il a permis aux uns et aux autres d'émettre sur la même longueur d'onde.

#### III. Lecture commentée de l'arrêté 023.

Le modérateur a invité Monsieur Gabriel MOLA, Président de la Fédération des Industrielles du Bois, FIB, pour faire la lecture commentée de l'arrêté 023. L'orateur a fait connaître aux participants que cette loi est assujettie aussi bien à la compagnie qu'aux communautés. Cela étant, ce dernier a procédé à la lecture intégrale et explicative dudit arrêté tout en insistant sur les articles suivants:

- ✓ 3 : relatif à la modification de clause sociale de cahier de charge entre les deux parties
- √ 4 : relatif aux obligations spécifiques légales, telles que prescrites par l'article 89 alinéa3, point C du code forestier, incombant au concessionnaire forestier en matière d'infrastructures économiques et des services sociaux
- √ 5 : relatif aux engagements du concessionnaire sur la spécification des infrastructures, localisation et désignation des bénéficiaires, chronogramme pré visionnaire des infrastructures et des fournitures des services ainsi que les coûts estimatifs y afférent,
- √ 7 : relatif à la responsabilité de l'Etat aux infrastructures scolaires et sanitaires réalisées par la société en faveur de la communauté riveraine,
- ✓ 8 : relatif à la volonté de concessionnaire de contribuer soit au transport des fournitures sanitaires et scolaires, soit à la suppléance de prise en charge des personnels des dits services,

✓ 9 relatif à l'engagement des membres de la communauté riveraine,

VY -

A Tengagement des memores de la

e, CA

- √ 10 relatif aux droits d'usage traditionnel conforment à l'article 44 du code forestier.
- ✓ 11 : relatif à l'institution de fons de développement pour le financement de la réalisation des infrastructures définies à l'article 4 du document sous l'examen,
- ✓ 12 : relatif à la gestion de fonds de développement,
- √ 15 relatifs à l'engagement de la communauté locale de concourir à la gestion rationnelle et durable de la concession,
- √ 17, 18, 19 relatif à l'engagement de la communauté à la protection de la concession en cas danger, la protection des patrimoines et du personnel de l'exploitant,
- √ 20, 21 : relatif au suivi de l'exécution de clause sociale de cahier de charge et des parties prenantes au comité local de suivi,
- ✓ 21, 22, 23,24 : relatif aux obligations et droits des comités locaux de suivi et comité local de gestion ainsi que leurs droits,
- √ 25, 26 : relatif au règlement des litiges,
- √ 27, relatif à l'annulation des accords antérieurs

Cet exposé a suscité un intérêt auprès des participants et a été sanctionné par un jeu des questions réponses centré sur les préoccupations suivantes :

- 1. Questions relatives aux litiges liés à la non exécution des engagements contenus dans les anciens cahiers des charges par la compagnie ;
- 2. Questions relatives à l'exploitation artisanale et illicite des bois ;
- Question relative à la représentativité des délégués des villages du Groupement Bakumu Kabolo lors de la mission de fixation des limites forestières coutumières;
- Inquiétude quant à la disposition de l'article 27 de l'arrêté 023 relatif à l'abrogation des accords antérieurs;
- Inquiétude quant à l'ingérence des chefs de secteur, des groupements et autres dans la gestion du fonds de développement local;
- Inquiétude relative à la propriété au cas où une autre richesse serait découverte dans la concession confiée à la CFT;
- 7. Le vœu de voir l'Administrateur du Territoire s'impliquer dans la mise en œuvre des engagements de sorte que les communautés en tirent profit.
- 8. Les difficultés rencontrées pour accéder au transport organisé par la société et
- 9. L'obstruction à la jouissance des droits dans la concession.

L'orateur de séant, Monsieur Gabriel MOLA, président de la Fédération des Industrielles du Bois, FIB, a répondu, de façon satisfaisante, à toutes les questions posées et s'est fait complété par Monsieur l'Administrateur du Territoire.

AS)

7 BHV

1 B

Quant à la question relative aux litiges antérieurs, Monsieur Richard Garrigue a, sur base des expériences dans le Territoire d'Inongo, prouvé aux participants que rien ne sera perdu, car une disposition sera prise pour incorporer tous les litiges dans le nouveau cahier des charges.

#### IV. Présentation des projets des besoins des groupements

Le modérateur a invité les présidents des comités des négociations des deux groupements à présenter leurs projets des besoins afin de permettre à la CFT de les évaluer.

#### V. Synthèse de la journée

Le Modérateur, Monsieur Célestin Raoul BAMONGOYO, a donné la synthèse des activités de la journée avant de lever la séance et cela vers 16 heures 30' tout en invitant toutes les parties prenantes à se présenter dans la salle des négociations demain dimanche 11 septembre 2011 à 8 heures 30 pour la poursuite et la fin des travaux.

Le Modérateur

Célestin Raoul BAMONGOYO

La Rapporteuse,

Marie BOUNDAWANA YAIFONO

Chargée des études et questions des savoirs endogènes des peuples autochtones Pygmées /OSAPY .

M.

PROCES VERBAL DE LA TROISIEME JOURNEE DES NEGOCIATIONS DE LA CLAUSE SOCIALE DE CAHIER DES CHARGES DE LA GARANTIE 18/03 ENTRE LA COMPAGNIE FORESTIERE ET DE TRANSFORMATION, CFT, ET LES GROUPEMENTS BAKUMU KABALO ET BAKUMU MAÏKO DANS LE SECTEUR MANDOMBE ET OBIATUKU, TERRITOIRE D'UBUNDU, PROVINCE ORIENTALE.

Il s'est tenue, ce dimanche onzième jour du mois de septembre 2011, à Bambundje II, localité située au point kilométrique 60 de la ville de kisangani dans le Groupement Kabalo, Secteur Bakumu Mandombe, Territoire d'Ubundu, la première journée des négociations de clause de cahier des charges entre la Compagnie Forestière et de Transformation, CFT, et les communautés locales des Groupements Bakumu Kabalo et Bakumu Maïko dans la salle de réunion de l'Ecole Primaire Penesibu.

L'équipe du secrétariat de ces assises s'est présentée de la manière suivante :

- Modérateur : Monsieur Célestin RAOUL BAMONGOYO, Coordonnateur du Conseil pour la Défense des droits des Communautés et la Protection de l'Environnement, CDPE
- Rapporteur : Madame Marie BOUNDAWANA YAIFONO, Chargée des Etudes et des Questions de savoir endogènes des Peuples Autochtones Pygmées au sein de l'Organisation d'Accompagnement et d'Appui aux Pygmées, OSAPY;

L'équipe d'accompagnement des communautés s'est composée de :

- Monsieur Paulin KANDA, chargé des programmes et
- Monsieur Jean de Dieu MALONGOLA, tous de l'Organisation Concertée des Ecologistes et Amis de la Nature, OCEAN.

Sous la conduite du modérateur, Monsieur Célestin Raoul BAMONGOYO, la séance du jour a été ouverte par une chanson et une prière dite à l'honneur de Dieu par monsieur Joseph MAFUE, pasteur de l'Eglise Néo Apostolique du PK 78.

Les activités de la journée se sont déroulées en quatre temps forts repartis de la manière suivante :

- I. Lecture et adoption du PV de la journée du 10 Septembre 2011
- II. Evaluation des volumes des anciennes coupes effectuées depuis 2010
- III. Evaluation chiffrée des projets
- IV. Ajustement des budgets
- V. Travail en sous- groupe pour choix des infrastructures dans les deux groupements

B

VI. Restitution du travail des sous-groupes à la plénière

VII. Etablissement de planning des réalisations

VIII. Lecture de clause sociale complétée

IX. Signature de cahier des charges

#### I. Lecture et adoption du PV de la journée du 10 septembre 2011

Madame Marie BOUNDAWANA, rapporteur de la séance a donné l'économie du procès verbal des activités de la journée du 10 Septembre 2011 à la satisfaction de tous les participants, lequel PV a été intégralement adopté.

#### II. Evaluation des volumes des anciennes coupes effectuées depuis 2010

Monsieur Erasme Kiamfu, a été invité par le Modérateur a présenté l'évaluation chiffrée des anciennes coupes effectuées depuis le mois d'octobre 2010. Au vu des correspondre échangées avec entre la CFT et l'administration forestière, il ressort que l'exploitation a été faite dans le groupement Bakumu Kabalo dont le volume est évalué à 2680,949 m³ avec une valeur de dollar américain de 12.802,93. Signalons que cette évaluation a apaisée les inquiétudes qui lésaient les fonds des communautés.

#### III. Evaluation chiffrée des projets

Sous la facilitation de monsieur Célestin BAMONGOYO, le modérateur, monsieur Erasme KIAMFU, le représentant de la CFT a été invité pour ce faire. En effet, ce dernier a commencé par illustrer quelques infrastructures réalisées en faveur des communautés riveraines dans d'autres sites et les coûts y afférents en vue de donner aux communautés une idée sur le coût de leur projet. Partant de cette présentation des œuvres réalisées par la société dans d'autres sites, les coûts moyens se présentent comme suit :

- 1. Pour une école de 6 salles 32000 dollars américains
- 2. Pour un centre de santé 5155 dollars américains
- 3. Pour un pont ; le coût moyen est de 8800 dollars américains
- 4. Pour une route, 3520 dollars américains par kilomètre
- 5. Forages et pompe : 10.000 dollars américains,...

Après cette analyse antérieure, l'orateur de séant, a procédé à l'évaluation chiffrée des projets des deux groupements. Il a pris soin de présenter de manière succincte les valeurs des besoins proposés par les deux communautés dont les coûts se présentent comme suit

N°	Groupement	Coûts des besoins	Budget réel	Ecart
01	Bakumu kabalo	551.240 \$	46.306 \$	- 222.127.\$
	1/			

\$

A A M

02	Bakumu Maïko	219.240 \$	35.367 \$	- 198.372 \$

Signalons que le président de la FIB a pris le temps, après l'exercice fait par monsieur Erasme, d'éclaircir, sur base des textes légaux, les besoins prioritaires et légalement autorisés et retenus. Nonobstant cette explication, les communautés se sont senties privés de la jouissance de leurs droits. Plusieurs préoccupations ont été posées dont les plus importantes sont les suivantes :

- ✓ Inquiétude relative au volume de l'ancienne exploitation présentée ;
- ✓ Question relative à l'affectation de fond issu de l'ancienne coupe dans le groupement Kabalo.

Ces préoccupations ont trouvés des réponses satisfaisantes au travers les intervenants.

Cependant, pour rassurer de transparence et la confiance entre les parties, la compagnie a présenté les déclarations trimestrielles aux communautés et a promis de leur remettre la copie.

## VI. Travail en sous- groupe pour choix des infrastructures dans les deux groupements

Après l'évaluation chiffrée des projets des besoins de deux groupements (Bakumu Kabalo et Bakumu Maïko) par monsieur Erasme KIAMFU, le modérateur a accordé 50 minutes aux deux groupements pour analyser et ajuster leurs budgets, faire un choix raisonné des infrastructures ainsi que l'identification des milieux d'implantation.

#### IV. Restitution du travail des sous-groupes à la plénière

A l'issue de la concertation de deux groupements, chacun à ce qui le concernait, les présidents des comités des négociations ont présenté tour à tour les résultats de leurs concertations dont les contenus se trouvent dans les deux tableaux ci-dessous.

#### 1. Pour le groupement Bakumu Kabalo

Villages	Aménagement source d'eau	Terrain de foot +équipement
Baduka	1	1
Bambundje III	1	- 4
Quantité	2	1

& Many

Prix unitaire	2.500\$	1.560\$
Prix total	5.000\$	1.560\$

#### Equilibre financier pour Bakumu Kabalo

	Crédit	Débit
Redevances antérieure	12802,93	
Fond de développement AAC1	7797	
Fond de développement AAC2	6070	
Fond de développement AAC3	7797	
Fond de développement AAC4	11839	
Total recettes	46306	
Frais de gestion et de suivi 10%		4631
Frais d'entretien des infrastructures 5%		328
Demandes		6560
Total Dépenses	V	11519

Solde disponible	34787
Solde dispolitate	54707

#### 2. Pour le Groupement Bakumu Maïko

3.

Villages	Centre de santé	Aménagement sources d'eau	Antenne+herost ar+video	décortiqueuse	Moulin manioc
batianyoka	1	1	1		1
Batende		1	1		1
batiasembo		1	1		1
bamandea		1	1	1 3000000000000000000000000000000000000	1 Fax
babongombe	1 .	1	1	n . 3	11 1
quantité		5	5	1 × 1 1	5-

1 2/3-1-18

Prix unitaire	5.300\$	2.500\$	1.000\$	3.500\$	375\$
Prix total	5.300\$	12.500\$	5.000\$	3.500\$	1.875\$

#### Equilibre financier pour Bakumu Maïko

	Crédit	Débit
Fond de développement AAC1	7167\$	
Fond de développement AAC2	10230\$	
Fond de développement AAC3	10995\$	
Fond de développement AAC4	6975\$	
Total recettes	35367\$	
Frais de gestion et de suivi 10%		3537\$
Frais d'entretien des infrastructures 5%		1409 \$
Demandes		28175\$
Total Dépenses		33120\$

Reste disponible	2,247\$
A STATE OF THE STA	

#### V. Etablissement de planning des réalisations

A cette phase, monsieur Erasme KIAMFU, complété par monsieur Richard GUARRIGUE ont procédé à la lecture argumentée de la proposition de plan de réalisation des projets de deux communautés. Moyennant quelques amendements de fond et de forme, les plannings de groupements ont été globalement adoptés. Les détails des deux tableaux se trouvent en annexe. Toutefois, il convient de signaler que les litiges des accords antérieurs ont été placés au premier rang des réalisations et cela sur le fonds propre de la compagnie.

Après toutes les explications fournies par les intervenants, les communautés de deux ont accepté, séance tenante, de signer les clauses sociales de cahier des charges.

Prenant la parole, le modérateur a demandé à l'Administrateur du Territoire de bine vouloir procéder à l'installation des comités de gestion et de suivi constitués dans les deux

1 1/5- HIVE

groupements. Cette cérémonie a connu les acclamations de toutes les parties prenantes pour ainsi manifester leur joie de voir aboutir les négociations.

#### Lecture des clauses sociales des cahiers des charges complétées

Le modérateur a invité le président de FIB à procéder à la lecture des clauses sociales complétées des cahiers des charges de deux groupements pour ainsi, lecture saluée par tous les participants.

#### VII. Signature des clauses sociales des cahiers des charges

La signature des clauses sociales des cahiers des charges a été présidée par l'Administrateur du Territoire et cela à la satisfaction des toutes les parties prenantes.

#### VIII. Lecture du communiqué final

Avant de procéder à la cérémonie de clôture de ces journées des négociations, le modérateur a invité la rapporteuse à faire la lecture du communiqué final, lequel communiqué a sanctionné les travaux des négociations.

#### IX. Synthèse de la journée

Le modérateur a fini par faire la lecture de la synthèse des activités de la journée et a invité les différentes communautés de procéder à la constitution des comités de gestion et de suivi qui seront investis le vendredi matin avant la signature des clauses sociales de cahier des charges.

#### X. Cérémonie de clôture

Le mot de clôture a été dit par l'Administrateur du Territoire qui s'est déclaré satisfait de l'aboutissement heureux de ces négociations et a invité les uns et les autres au respect strict des engagements pris.

Commencée à 09 heures locales, la séance a été levée à 21 heures.

Pour le secrétariat

Marie BOUND AWANA YAIFONO

Chargée des études et questions des savoirs endogènes des peuples

autochtones pygmées /OSAPY

Le Modérateur Célestin Raoul BAMONGOYO

L'Administrateur du Territoire Assistant

Ruffin Simon PENZE

#### COUT DES DEMANDES MAIKO GARANTIE 18/03 KAYETE

Village	centre de santé	Ecole primaire de 6 classes	Ecole secondaire de 6 classes	Maison d'accueil	Aménageme nt sources	tôles BG 32	Terrain de foot	Machines à briques	Vaches	Antenne + herostar + 4 video	Décortique use	Tronçonne uses	Moulin manioc	menuiseri es	Foyer social
	4	1	1	. 1	10	4 000	4	10	15	4	3	20	20	4	1
Total	4	1	1	1	10	4 000	4	10	15	4	3	20	20	4	1
Prix unitaire	5 300	32 000	32 000	8 000	2 500	10	1 560	100	500	1 000	3 500	950	375		5 300
Prix total	21 200	32 000	32 000	8 000	25 000	40 000	6 240	1 000	7 500	4 000	10 500	19 000	7 500	-	5 300

R

TOTAL

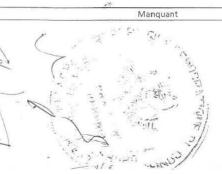
219 240

Construction écoles, centres de santé, maisons : briques cuites, pavement ciment, couverture en tôles BG 32, par classe : 24 bancs/tables, 1 bureau, 1 chaise, 1 tableau, 1 étagère .

-198 372

#### Equilibre financier Groupement Maiko

(4)	Crédit	Débit
Fond de développement AAC1	7 167	
Fond de développement AAC2	10 230	
Fond de développement AAC3	10 995	
Fond de développement AAC4	6 975	
Total recettes	35 367	
Frais de gestion et de suivi 10% du montant des recettes		3 537
Frais d'entretien des infrastructures 5% du montant des dépenses		10 962
Demandes		219 240
Total Dépenses		233 739



## Annexe 10

Plans

Chronogramme

Coûts

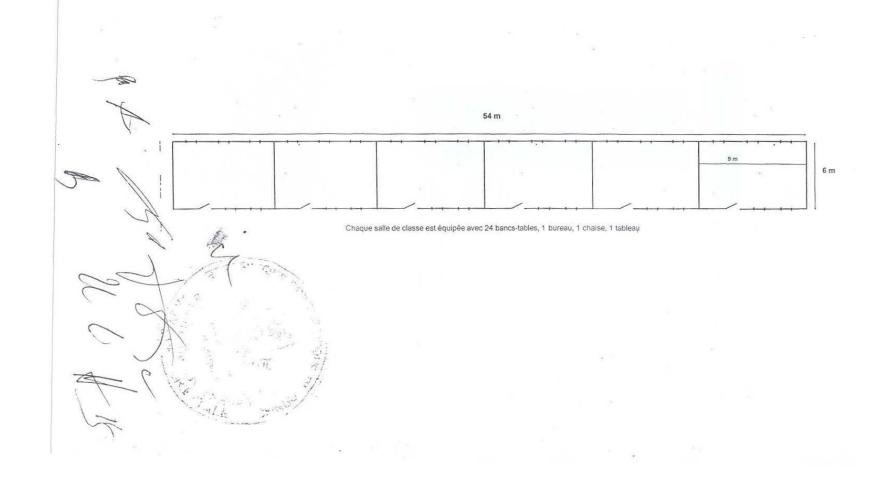
Fond de Développement Prévisionnel

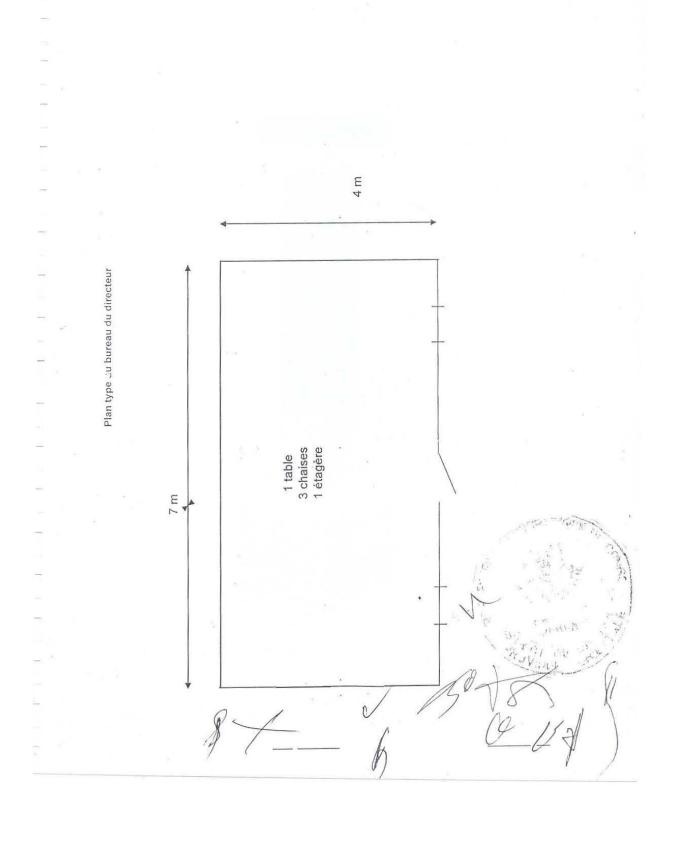
Routes

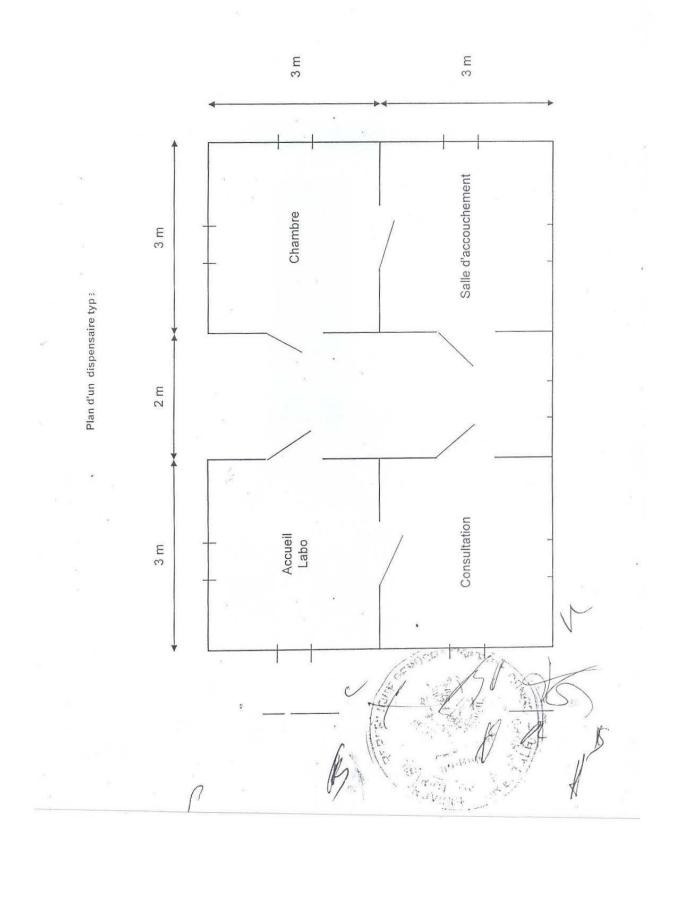
AAC



## Plan type écoles de 6 classes

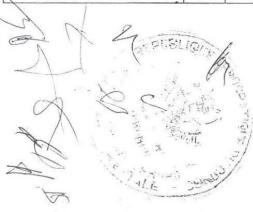






#### PLANNING PREVISIONNEL DES REALISATIONS SOCIO-ECONOMIQUES DE LA COMMUNAUTE BAKUMU MAIKO

		2011				20	)12			20	)13		2014				
	1er tri	2e tri	3e tri	4e tri	1er tri	2e tri	3e tri	4e tri	1er tri	2e tri	3e tri	4e tri	1er tri	2e tri	3e tri	4e tri	
Construction EP 6 classes Bamandea																	
Centre de santé à Babogombe																	
Aménagement source Babogombe																	
Aménagement source Batianyoka																	
Aménagement source Batende																	
Aménagement source Batiasembo																	
Aménagement source Bamandea															-		
Antenne, video, Erostar Babogombe						Marie St.											
Antenne, video, Erostar Batianyoka													-				
Antenne, video, Erostar Batende																	
Antenne, video, Erostar Batiasembo																	
Antenne, video, Erostar Bamandea																	
Moulin à manioc Babogombe																	
Moulin à manioc Batianyoka																	
Moulin à manioc Batende																	
Moulin à manioc Batiasembo																	
Moulin à manioc Bamandea										handler date date							
Décortiqueuse Bamandea																	



FORABOLA

CFT

SODEFOR

## SYNTHESE DES COUTS DE CLOUS, CIMENTS, TÔLES, BANCS SCOLAIRES, PORTES, FENETRES, TABLEAUX, TABLES, CHAISES, ETAGERE SIMPLE, PAUMELLES PORTES

	nent's	Clous	Tôles	Sacs	Banes				Etagère	Briques	Sable	Paumelles	Paumelles				Vis			Main	COŬT TOTAL
DESIGNATION	F.len		Galvanisées	ciment	scolaire	Tableaux	Tables	Chaises	simple	cuites	mélange	portes	fenetres	Charpentes	Chevrons	Verroux	à bois	Portes	Fenetres	d'œuvre	COULTOIN
PRIX UNITAIRE		3 \$	10,5 \$	22 S	90 \$	22 S	155	105	25.5	0,75 \$	4.5	2.5	1,5 \$	47.5	5.5	0,5 \$	0,02 \$	80 \$	66 S		
E.P. LILEKO/FORABOLA	Otá ≯	15 107	256	103	144	6	7	9	- 1	33,795	133 m <sup>3</sup>	11 paires	352 paires	28	108	71	4 400	7	32		
	Kgs ≯	139	- 1	-	-	-	-	-	- 1	-	-	-	-	-	-	- 1	-	-	-	4 965 S	31 916,13
	Coût ≯	417 5	2 688 S	2 266 \$	12 960 S	132 \$	105 \$	90 \$	25 \$	2 534,63 \$	532 \$	22 \$	528 S	1 316 \$	540 S	35,5 \$	88 \$	560 \$	2 112 S		
E.P. BOKAU	Oté >	20 004	230	101	144	6	7	9	1	33 795	133 m <sup>3</sup>	11 paires	352 paires	28	108	71	4 400	7	32		
		213	-	-	-	-	-	-	- 1		-	-	-	-	-	- 1	-	-	-	4 965 S	31 821,13
	Coût ≯	639 S	2 415 \$	2 222 5	12 960 \$	132 \$	105 S	90 S	25 \$	2 534,63 \$	532 S	22 \$	528 \$	1 316 \$	540 S	35.5 S	88 5	560 S	2 112 \$	200	
F P BOSAU	Oté >	14 625	207	97	144	6	7	9	1	33 795	133 m <sup>3</sup>	11 naires	352 paires	28	108	71	4 400	7	32		
		131	-	- 1	-	-	-	-	- 1	-	-	-	-		-	- 1	-	-	-		31 245,63
			2 173.5 \$	2 134 \$	12 960 S	132 5	105 S	90 \$	25 \$	2 534,63 S	532 \$	22 S	528 S	1 316 \$	540 S	35.5 \$	88.5	560 S	2 112 5	1,7000	VI 215,05
			45	19	72		4	6	1	18 537	76 m <sup>3</sup>	06 paires	204 naires					4			
				-		-		-		-		- oo panes	- Puncs			***************************************	- 220	-		2 487 5	14 797,18
			472.5 S	418 S	6 480 S	66 S	60.5	60 S	25.5	1 390.28 S	304 S	12.5	306.5	752 S	300 \$	***************************************	50.45	320 \$		2 402 3	14 /2/,10
F P ROBATTI A			The second secon					_	1		133 m <sup>3</sup>					-		_			
											150 111	ar paires	Joz paires		100		4 400				31 113,63
			2 509.5 S	1 672 S	12 960 5	132 S	105.5	90 S	25.5	2 534.63 S	532 S	22 S	528 S	1 316 \$	540 S	35.5 \$	88 \$	560 S		4 703 3	51 115,05
E P. BOLIKANGO			The second second second				-	9	1			-		-				-	-		
				-		-		-	-			- Parco	Joz paries		100	- 12	4 400		***************************************		31 079,13
		hamman and a	2 425.5 S	1 672 5	12 960 S	132 S	105 S	90 S	25 S	2 534,63 S	532 S	22 S	528 S	1 316 \$	540.S	35.5.5	88.5			4,000	51 015,15
E P BOMBOMA											133 m <sup>3</sup>						-				
		140	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		31 133,63
		\$	2 782.5 S	1 386 5	12 960 S	132 \$	105 \$	90 \$	25.5	2 534,63 S	532 S	22 S	528 S		540 S		88.5		2 112 5	4 202 3	51 155,05
E.P. BAONDE		6.454	264	80	144	6	7	9	1	33 795	133 m <sup>3</sup>	II naires	352 paires	28	108	71	4 400	7			
		A	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		31 443,13
		366 S	2 772 S	17605	12 960 S	132 \$	105 S	90 S	25 S	2 534,63 S	532 \$	22 S	528 S	1 316 \$	540 S	35.5 \$	88 \$	560 \$	2 112 5		
COUT MOVEN PAR ECO		7 FCOLES I	DE 6 CLASS	SESET	LECOLI	E DE 3 CI	ASSE	SCONS	TRUIT	ES =	31 273 5										234 549,59
COCT MOTENTAK EC	JEE BORG	LCOLLO	PER TOTAL	THE REAL PROPERTY.	LCOL	I DE S	SV and St	i e e e e e		alice state		State of the	Emerso.	EBAR 176		EU WORL	Committee	17.00		Maria State	254 547,37
CENTRE DE SANTE BOLIV	Q1 3	2.006	50	20			2	3	1	15,000	90 m <sup>3</sup>	11 paires	10 paires	6	26	19	512	6	0		MINISTER STATE
CENTRE DE SANTE BOLIK								<u> </u>			****************	<del></del>	**************		20	10	312	0	, ,		5 339,24
		<b>(</b>		·					.*		g.,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,				130 \$	0.5	10245	490 5	604.6		3 337,24
CHAPTER DE SANTE DOVA		the second		-		-	1		,		-										
CENTRE DE SANTE BORA								***************************************	1	13 000	÷	11 paires	19 paires	0	20	18		0	ļ		4.070.74
100	\$1111111111111111111111111111111111111	STREET, STREET	-							1.125.6		22.6	30.55	262.5	120 6	0.6		400.5		100000000	4 970,74
The same of the sa	Cour >-	693	5453	003				1		11453	3003	1 223	40,53	2823	1303	93	10,24 5	450 5	394.3		
BUREAU ADMINISTRATIC	ou A	3 677	112	10		-	-									200		cont.			
		af-disconversers to the state of		4								*								1 145 8	2 676
	Cout.>	135.5			4		1 -						1							1 147 3	2.076
	-10001-7	1333	11/03	2293	-			-			-								_		
	In.	0			1		1	1		1	1	1	1	Martriage							
GITE D'ETAT DU TERRITO	Oté ≯ Kgs ≯	37.5	160	15						-				Madriers 2.675 m	6,468 m				ļī	1 090 S	3 212,50
	PRIX UNITAIRE E.P. LILEKO/FORABOLA E.P. BOKAU E.P. BOSAU E.P. BOBAULA E.P. BOBAULA E.P. BOLIKANGO E.P. BOMBOMA E.P. BAONDE COUT MOYEN PAR ECC CENTRE DE SANTE BOLIK CENTRE DE SANTE BOKA	PRIX UNITAIRE	PRIX UNITAIRE   3   5   E.P. LILEKÓFORABOLA   Qué  >    15 107	PRIX UNITAIRE  E.P. LILEKÓ/FORABOLA  Que → 15 107 256  Rgs → 139 - Coût → 417 5 2688 S  E.P. BOKAU  Que → 20 004 230  Rgs → 213 - Coût → 639 5 2415 S  E.P. BOSAU  Que → 14 625 207  Rgs → 131 - Coût → 593 S 2173.5 S  E.P. BOBATI  Que → 6916 45  Rgs → 53 - Coût → 593 S - Coût → 593 S - E.P. BOBAULA  Que → 15 748 239  Rgs → 129 - Coût → 387 S 2505.5 S  E.P. BOLIKANGO  Que → 12 217 231  Rgs → 146 - Coût → 37 S 2425.5 S  E.P. BOMBOMA  Que → 12 217 231  Rgs → 146 - Coût → 437 S 2425.5 S  E.P. BOMBOMA  Que → 12 217 231  Rgs → 140 - Coût → 437 S 2425.5 S  E.P. BOMBOMA  Que → 12 217 231  Rgs → 140 - Coût → 420 S 2782.5 S  E.P. BAONDE  Que → 6454 264  Rgs → 122 - Coût → 366 S 2772.5 S  COÛT MOYEN PAR ECOLE SUR 07 EÛOLES DE 6 CLAS:  CENTRE DE SANTE BOLIK Que → 29 - Coût → 86 S 525 S  CENTRE DE SANTE BOLIK Que → 20 - Coût → 86 S 525 S  COÛT MOYEN PAR ECOLE SUR 07 EÛOLES DE 6 CLAS:  CENTRE DE SANTE BOLIK Que → 20 - Coût → 86 S 525 S  COÛT → 69 S 525 S  EUREAU ADMINISTRATIF Que → 3 572 112	PRIX UNITAIRE	PRIX UNITAIRE         3 s         10,5 s         22 s         90 s           E.P. LILEKO/FORABOLA         Qrd →         15107         256         103         144           Kgr →         139         -	PRIX UNITAIRE   S   S   10,5 \$   22 \$   90 \$   22 \$	PRIX UNITAIRE   S   S   S   S   S   S   S   S   S	PRIX UNITAIRE   S   S   S   S   S   S   S   S   S	PRIX UNITAIRE   3   10,5   22   90   22   15   105   25	PRIX UNITAIRE   S	PRIX UNITAIRE   S	PRIX UNITAIRE	PRIX UNITAIRE	PRIX UNITAIRE   S\$   35	PRILE VINTAIRE	## PRICE VINTAIRE   S	PRILLEKOFORABOLA   Qa	PRILLEKOFORABOLA   Col.   S.   10,85   225   905   225   155   10,95   255   13,95   255   13,95   255   25,95   25,95	PRILEKOFORADIA   Q =   15107   256   105   144   6   7   9   1   33795   133 m   11 paires   328   108   71   4400   7   73   73   73   73   73   73   7	## PRILEKOPTRAINE  ## 139







#### RESSOURCES PREVISIONNELLES DU FOND DE DEVELOPPEMENT DES 4 PREMIERES AAC DE LA GARANTIE 18/03 UBUNDU

DISTRICT

TSHOPO

COMMUNAUTE

BAKUMU MAIKO

TERRITOIRE : UBUNDU

			AA	C 1	AA	C 2	AA	C 3	AA	C 4	TOT	AUX
Classe	Nom commercial	Valeur au m³	Production Annuelle	Valorisation en \$	Production Annuelle	Valoristion en \$	Production Annuelle	Valoristion en \$	Production Annuelle	Valoristion en \$	Production Totale	Valoristion en \$
V	AFRORMOSIA	5	94	471	134	672	144	722	92	458	464	2 322
	ANINGRE	4	-	у (-	-	-	-		-	-	-	
	ACAJOU	4	94	376	134	537	144	578	92	366	464	1 858
	BOSSE CLAIR	4	121	484	173	691	186	743	118	471	597	2 389
	BOSSE FONCE	4	40	161	58	230	62	248	39	157	199	796
	DIBETOU	4	13	54	19	77	21	83	13	52	66	265
1	IROKO	4	161	645	230	921	248	990	157	628	796	3 185
	PADOUK	4	874	3 496	1 248	4 990	1 341	5 363	851	3 402	4 313	17 252
	SAPELLI	4	13	54	19	77	21	83	13	52	66	265
	SIPO	4	67	269	96	384	103	413	65	262	332	1 327
	TIAMA	4	188	753	269	1 075	289	1 155	183	733	929	3 716
	TOLA	4	54	215	77	307	83	330	52	209	265	1 062
11	TALI	3	-		-		-	2	14	-	-	-
III	ETIMOE	2	94	188	134	269	144	289	92	183	464	929
	TOTAUX		1 815	7 167	2 591	10 230	2 785	10 995	1 767	6 975	8 958	35 367

#### COUT DES INFRASTRUCTURES RETENUES MAIKO GARANTIE 18/03 KAYETE

Village	centre de santé	Ecole primaîre de 6 classes	Ecole secondaire de 6 classes	Maison d'accueil	Aménageme nt sources	tôles BG 32	Terrain de foot	Machines à briques	Vaches	Antenne + herostar + video	Décortique use	Moulin manioc	menuiseri es	Foyer social
			9											
Babogombe I	1				1					1		1		
Batianyoka					1					1		1		
Batende					1					1		1		
Batiasembo					1					1		1		
Bamandea					1			-100		1	1	1		
Total	1 .	0	0	*(.)	5		-	-		5	1	5	-	- 2
Prix unitaire	5 300	32 000	32 000	8 000	2 500	10	1 560	100	500	1 000	3 500	375		5 300
Prix total	5 300	-			12 500	-	-	-		5 000	3 500	1 875	-	7.

TOTAL

28 175

Construction écoles, centres de santé, maisons : briques cuites, pavement ciment, couverture en tôles BG 32, par classe : 24 bancs/tables, 1 bureau, 1 chaíse, 1 tableau, 1 étagère .

#### Equilibre financier Groupement Maiko

	Crédit	Débit
Fond de dévelonnement AAC1	7.167	
Fond de développement. AAC2	10 230	1
Fond de développement AAC3 •	10 995	
Fond de développement AAC4	6 975	
Total recettes	35 367	
Frais de gestion et de suivi 10% du montant des recettes		3 537
Frais d'entretien des infrastructures 5% du montant des dépenses		1 409
Demandes -		28 175
Total Dépenses		33 120
0-1-1		2 247

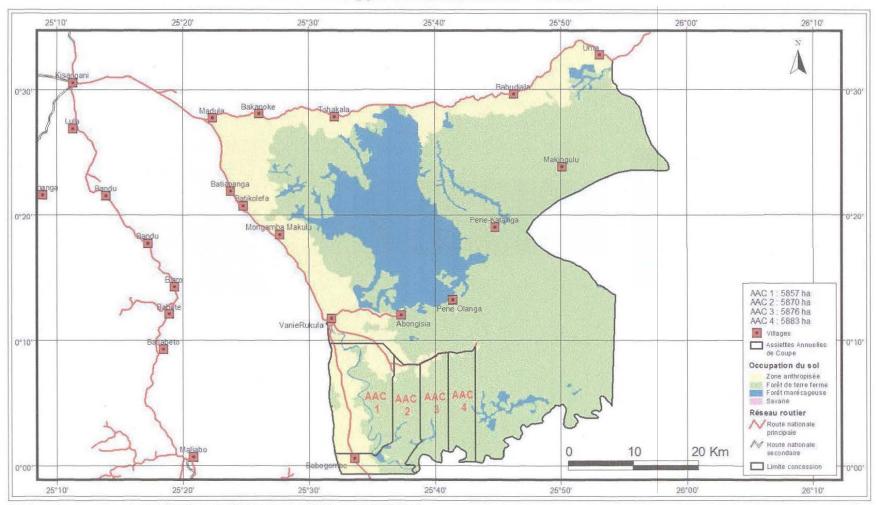
Le solde des fonds restera disponible pour faire face à des dépenses telles que les rémunérations des enseignants en attendant la mécanisation des nouvelles écoles, les fournitures pédagogiques nécessaires à l'enseignement ou la rémunération des personnels de santé etc.. ou pour des projets à caractère communautaire.

République Démocratique du Congo

**CFT** 

## Assiettes Annuelles de Coupe

Garantie d'Approvisionnement 18/03 - Ubundu



Source: Images Landsat 176/60 du 19/12/2002 et 175/60 du 22/02/2002

Kinshasa, 4 Août 2011

## Annexe 11

Programme prévisionnel d'entretien

# Programme prévisionnel chiffré d'entretien et de maintenance des infrastructures socio-économiques

#### Nature et coût des entretiens

#### Routes:

Pour les routes d'exploitation, l'entretien est de la responsabilité du concessionnaire forestier

Pour les routes de désenclavement, l'entretien sera assuré dans la mesure du possible par des travaux de cantonnage assurés par les populations riveraines. Ces opérations de cantonnage seront effectués les jours de salongo promulgés par l'autorité compétente

#### Infrastructures de santé et éducatives

En ce qui concerne le matériel équipant les écoles, il faut prévoir :

Remplacement des tableaux tous les deux ans soit : 6 x 22 \$ = 132 \$

Remplacement en moyenne de deux bancs par an (cassés) soit : 2 x 90 \$ = 180 \$

## Annexe 12

# Exercice par la Communauté Locale des Droits d'Usage Traditionnels



## Exercice par la Communauté Locale des droits d'usage traditionnels

Conformément à l'article 44 du code forestier, le concessionnaire forestier s'engage à respecter l'exercice par la communauté locale des droits d'usage forestiers lui reconnus par la loi notamment :

- le prélèvement du bois de chauffe et sticks pour la construction.
- la récolte des fruits sauvages, chenilles et champignons
- la récolte des plantes médicinales
- la pratique de la pêche et de la chasse coutumière.

La présente annexe définit les règles selon lesquelles s'exercera ce droit.

#### 1° Prélèvement du bois de chauffe et sticks pour la construction.

La SODEFOR s'engage à garantir l'exercice de ce droit de la manière suivante :

a) La communauté locale a le droit de prélever tout bois mort sur toute l'étendue de la concession.

Elle a également le droit de récupérer en forêt, les déchets de grumes ainsi que le reste de branches des arbres exploités par la SODEFOR, à l'exception des souches elles-mêmes.

- b) De même, la communauté locale a le droit de couper pour besoin de construction, tout stick, sur toute l'étendue de la concession.
- c) Néanmoins, pour des raisons évidentes de sécurité, la communauté évitera d'exercer ces droits dans les blocs où l'exploitation est en cours.
- d) Afin d'assurer aux communautés locales une réserve foncière pour leurs futures activités agricoles, elle sera délimitée, en concertation avec elles-mêmes, une zone affectée au développement rural.

Cette zone comprendra les défrichements actuels ainsi qu'une partie des forêts de terre ferme.

Annexe 05 : Modalités d'exercice des droits d'usage

1

Dans ces zones, outre les activités agricoles, les communautés locales pourront aussi effectuer les prélèvements destinés au bois de chauffe, à la fabrication de charbon de bois (makala) ou à la construction.

La production de bois d'œuvre pourra y être pratiquée, en particulier dans le but de récupérer du bois d'œuvre sur des zones en cours de défrichement, en concertation avec les populations et avec l'accord préalable de l'administration forestière.

- e) Conformément au Guide Opérationnel fixant les normes d'affectation des terres, le plan d'aménagement, en cours d'élaboration prévoira, 3 séries :
- La série de conservation qui garantit la protection de zones à haute valeur écologique ;
- La série de protection des zones sensibles : corridors de protection pour les cours d'eau (protection des berges), fortes pentes, sols sensibles à l'érosion... ;
- La série de production ligneuse correspondant aux zones destinées à la production forestière industrielle

Dans ces 3 séries, hormis le bois mort, tout prélèvement est interdit.

# 2° Récolte des produits forestiers autres que le bois : fruits chenilles, champignons et plantes médicinales

a) Afin de garantir le plein exercice de ce droit par la Communauté locale, la SODEFOR s'engage à mettre en place une équipe socio-économique qui aura pour mission d'établir, avec la Communauté locale, la liste des produits forestiers autres que le bois d'œuvre.

Il s'agira en particulier :

- de produits forestiers à usage alimentaire (fruits, chenilles, champignons ...)
- de produits forestiers à usage médicinal (feuilles, écorces, racines ...)
- de produits forestiers destinés à usage artisanal ou service (feuilles, lianes, tiges...)

b) Après identification de ces produits, l'équipe socio-économique définira, avec la Communauté locale des règles acceptables (périodes, distances de récoltes etc. ...)

Annexe 05: Modalités d'exercice des droits d'usage-

permettant à la Communauté locale d'exercer pleinement ces droits, sans toutefois gêner la SODEFOR dans ces activités d'exploitation.

c) Néanmoins, pour des raisons évidentes de sécurité, la communauté évitera d'exercer ces droits dans les blocs où l'exploitation est en cours.

#### 3° Pratique de la chasse et de la pêche coutumières .

Conformément au Code Forestier, la SODEFOR s'engage à garantir à la Communauté locale l'exercice du droit de pêche et de la chasse coutumière, sur toute l'étendue de sa concession.

- a) Cependant l'exercice de ce droit devra se faire dans les conditions définies par, l'arrêté n°014 du 24 avril 2004 relatif aux mesures d'exécution de la loi n° 82-002 portant réglementation de la chasse d'une part et, d'autre part, dans le respect des conventions internationales ratifiées par la RDC sur la protection des espèces menacées, en particulier la CITES.
- b) Seront ainsi affichés dans différents lieux publics, en particulier au bureau du Comité de Gestion la liste des espèces animales qui ne peuvent être chassées.
- c) En tout état de cause, la SODEFOR interdit à ses agents et à ses véhicules le transport d'arme de chasse et de viande de brousse.
- d) La Communauté locale s'engage à signaler toute personne qui s'adonne à la chasse ou pêche illégale dans la concession.

### 4° Prélèvement de tiges de tola pour la construction de pirogues

S'agissant du prélèvement de tiges de tola par la communauté locale pour la construction de pirogue, les deux parties conviennent d'identifier ensemble quinze tiges par village dans chaque assiette à réserver pour cette fin.

Annexe 05 : Modalités d'exercice des droits d'usage

1

De la